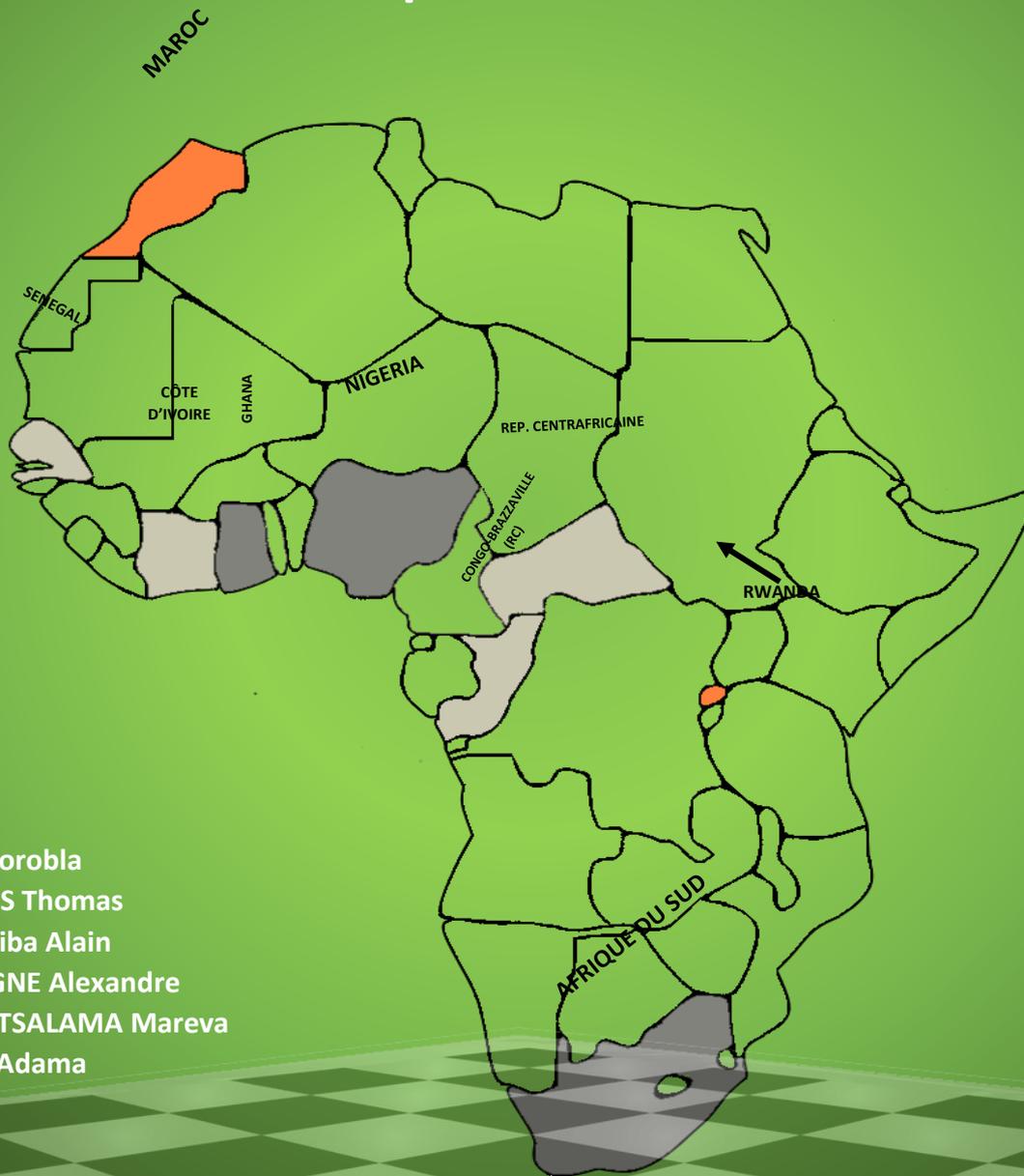


## Affrontements économiques en Afrique subsaharienne



DOSSO Korobla  
FRANÇOIS Thomas  
GOGBE Tiba Alain  
MONTAGNE Alexandre  
RAZAFINTSALAMA Mareva  
TRAORE Adama



60% des africains ont moins de 24 ans.

A l'horizon 2050, 35% des jeunes dans le monde seront africains.

[AFD](#)

## SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>3</b>
<b>DES PUISSANCES ETRANGERES QUI OSCILLENENT ENTRE HARD POWER ET SOFT POWER .....</b>	<b>7</b>
La Chine en Afrique, c'est la Chinafrique .....	7
Les Etats-Unis sur l'air de ne pas y toucher .....	8
La France en petite forme, mais toujours aussi présente tend vers le soft power .....	10
Quand le Royaume-Uni appelle à larguer les amarres.....	11
La liste de celles qui jouent en seconde division ne cesse de s'allonger .....	11
<b>ETAT DES LIEUX SUR QUELQUES POIDS LOURDS SUBSAHARIENS FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES QUI VEULENT GAGNER LA GUERRE ECONOMIQUE .....</b>	<b>14</b>
<b>Pays francophones.....</b>	<b>14</b>
La Côte d'Ivoire et le Sénégal, deux poids lourds économiques francophones .....	14
Quand le Congo Brazzaville tente de contenir l'offensive chinoise.....	15
La République centrafricaine, le symbole du retour de la Russie en terre africaine.....	15
<b>Pays anglophones .....</b>	<b>16</b>
Quand le Nigéria impose sa puissance.....	16
L'Afrique du sud en méforme, mais toujours deuxième puissance.....	23
Quand le monde regarde « l'étonnante puissance du Ghana » .....	27
<b>LE MAROC ET LE RWANDA... DEUX ETATS STRATEGES A LA LOUPE.....</b>	<b>30</b>
<b>Le Maroc de Mohammed VI n'est pas celui de son père Hassan II .....</b>	<b>30</b>
Présentation du Royaume chérifien.....	30
Les leviers utilisés par le Royaume dans sa stratégie d'expansion en Afrique subsaharienne	30
Les résultats de la guerre économique du Maroc en Afrique subsaharienne .....	34
<b>Le Rwanda de Paul Kagame veut compter .....</b>	<b>35</b>
La diplomatie d'influence militaire du Rwanda .....	36
Le projet « Smart Africa » ou le soft power made in Rwanda .....	37
Le Rwanda et les Etats-Unis en guerre commerciale sur le textile.....	37
<b>GUERRE INFORMATIONNELLE ENTRE PAYS FRANCOPHONES ET PAYS ANGLOPHONES .....</b>	<b>38</b>
<b>Indicateurs choisis .....</b>	<b>38</b>
Le Doing business .....	38
L'indice de développement humain (IDH) .....	38
Le taux de croissance .....	38
<b>Eléments de comparaison entre pays francophones et pays anglophones.....</b>	<b>38</b>
<b>La guerre informationnelle entre pays francophones et pays anglophones .....</b>	<b>40</b>
<b>Les éléments d'encerclement cognitifs .....</b>	<b>41</b>
<b>CONCLUSION .....</b>	<b>45</b>
<b>NOTES .....</b>	<b>50</b>

## INTRODUCTION

La nouvelle page de la mondialisation qui s'annonce se fera donc avec toutes les Afriques (Afrique subsaharienne francophone et anglophone comprise) et en rebattant certaines cartes. Si les puissances étrangères d'hier et d'aujourd'hui colonisatrices en leur temps pour la plupart sont toujours aussi présentes aujourd'hui dans le vaste tourniquet des échanges, des guerres d'influence entre le continent et les reste du monde, elles ne sont plus « seules », d'autres ont pris le relais, du côté des gros conglomérats industriels autochtones, du côté des fonds souverains ou non diverses et protéiformes. Du côté de la société civile en mode business en quelque sorte.

Selon le site d'information « African Shapers<sup>1</sup>», les 13 plus grands fonds souverains (fonds qui gèrent les obligations, les dettes, stabilisent les finances publiques des Etats) pèsent déjà à eux seuls 85 milliards de dollars là où vingt ans plus tôt, ils n'étaient qu'embryonnaires.

Au Nigéria, par exemple, le « Nigeria Sovereign Investment Authority » doté de près de 1,7 Milliard de dollars, créé en 2011 gère un fonds dont le produit à base des revenus excédentaires issues des réserves pétrolières excédentaires de ce pays a pour missions premières d'épauler l'épargne populaire de ses habitants et de stabiliser la conjoncture en période de crise économique.

Au Sénégal, le Fonds souverain d'investissements stratégiques S.A constitué en 2013 voit sa mission déborder vers le secteur privé puisqu'il doit participer à la dynamisation de la production.

S'il est de coutume de dire que les banques de détails et d'investissements en Afrique ne financent pas assez l'économie, d'autres fonds ou structures savent désormais prendre le relais ou se faire entendre pour épauler les TPE, les PME, voire le secteur informel (80% de la richesse privée produite en Afrique subsaharienne).

En 2020, les guerres économiques ont donc toujours lieu avec la participation ou la passivité d'acteurs majeurs internationaux que sont les grandes puissances mondiales. A cet égard, les grilles de lectures pour apprécier le chemin parcouru depuis l'aube des indépendances jusqu'à aujourd'hui ne sont pas les mêmes que l'on soit pays subsaharien francophone ou pays subsaharien anglophone.

En 1957, La proclamation de l'indépendance du Ghana en mars 1957 inaugure l'ère des « soleils des indépendances » en Afrique subsaharienne. Elle est suivie par celle de la Guinée française l'année suivante. C'est véritablement en 1960 que la majorité des pays africains accèdent à la souveraineté, du Congo au Nigeria, du Togo à la Somalie en passant par Madagascar... Cette année-là, 17 pays d'Afrique subsaharienne quittent le giron de la colonisation. On prête au premier président sénégalais Léopold Sédar Senghor les qualificatifs de « année magique » ou encore « année du chiffre des choses ». L'entente cordiale économique semble être au bout de la rue. Il n'en est rien 50 ans plus tard.

En 2011, selon le classement du rapport « Doing Business<sup>2</sup> » de la Banque mondiale, qui prend le pouls sur la qualité de l'environnement des affaires, les africains anglophones sont plus favorisés que leurs frères francophones : il leur est plus facile de créer des entreprises, de

dédouaner leurs importations et d'obtenir le paiement de leurs créances. A titre de comparaison, les communications téléphoniques coûtent au Bénin quatre cents fois plus cher qu'au Ghana. Pour ce qui est du développement humain, ce n'est guère mieux. Sept des dix Etats africains les plus mal classés (sur 187) par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) se trouvent en francophonie. Trois d'entre eux occupent les trois dernières places : le Burundi, le Niger et la RDC. Les pays francophones pèsent 19 % du produit intérieur brut moyen de l'Afrique subsaharienne, quand les anglophones en représentent 47 % (hors Afrique du Sud).

A l'aube des indépendances africaines, à des latitudes quasi identiques, des pays asiatiques ne sont pas mieux lotis pour ce qui est des performances économiques. Au même moment, Singapour et la Corée du Sud avaient des PIB à structures économiques comparables similaires à ceux observés sur le continent africain. En 2007, le PIB de la Corée du Sud la plaçait toutefois- à parité de pouvoir d'achat- devant le Portugal, pays membre de l'Union européenne grâce à une politique protectionniste, interdisant au passage les produits importés.

Mais les cinquante années qui s'en suivirent montrèrent sur le continent africain que les frontières héritées en grande partie de l'histoire coloniale et l'instabilité politique chronique dans certains régions d'Afrique n'ont pas non plus aidé à l'émergence de fortes entités économiques intégrées même si l'OUA, organisation de l'unité africaine créé en 1963, devenue beaucoup plus tard l'Union Afrique (UA), ont toujours eu pour mission première de veiller au grain.

Aujourd'hui, les puissances étrangères croisées sur le chemin du développement économique des pays africains subsahariens, jouent entre pragmatisme et guerres d'influences car toutes, y cherchent avant tout les relais des croissances qui font tant défaut ailleurs.

Pour la dixième année consécutive, la Chine est le premier partenaire commercial de l'Afrique. Le volume des échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique est en augmentation constante et spectaculaire. Il a atteint, selon l'administration de douane chinoise, 204,19 milliards de dollars en 2018. Ceci représente une croissance annuelle de 19,7%. Pour leur part, les investissements directs chinois progressent à un rythme soutenu. Et si la Chine n'est pas encore le premier pays en termes de stock d'investissements en Afrique, Pékin est le partenaire qui affiche le taux de croissance annuel le plus élevé.

Fruit de tous les fantasmes, (banque de relais, pays qui pille les richesses minières, spolie les terres, tout en construisant les infrastructures que d'autres ne créent pas pour assoir son pouvoir commercial...) la Chine est bien positionnée dans les guerres économiques subsahariennes. Les Etats-Unis qui laissaient entendre à l'orée du mandat de Donald Trump qu'ils s'y désintéressaient montrent parfois le contraire. En décembre 2019, John Bolton<sup>3</sup>, alors conseiller américain à la Sécurité nationale, de Donald Trump, évoquait<sup>4</sup> "la nouvelle stratégie en Afrique" de son pays, affirmant qu'il n'y aura plus "d'aide sans résultats, d'assistance sans responsabilité et de soutien sans réforme". Dans le même temps, on apprenait<sup>5</sup>, notamment par la voix du chef d'état-major, le général Mark Milley, que cette "nouvelle stratégie" implique une réduction de la présence militaire des Etats-Unis sur place. Depuis ces déclarations va-t'en guerre, la présence américaine sur le continent n'a pas faiblit coté investissements et appétits.

Quant à la France et l'Allemagne, elles agissent séparément sur le continent. Même si l'Allemagne a déployé une belle énergie en 2019 en organisant à Berlin un sommet africain de grande ampleur où ont accouru une douzaine de chefs d'Etats africains pour faire le point sur le programme « Compact with Africa » lancé par l'Allemagne deux ans plutôt dans le cadre d'un G20. Un lieu idéal pour parler investissements et développement de l'économie. Aujourd'hui, le stock d'investissements allemands sur le continent s'est établi à un peu plus de 10 milliards d'euros contre 57 milliards d'euros pour la France.

Si l'Afrique sait encore aujourd'hui ce qu'est la convoitise internationale, elle sait aussi se mettre en ordre de marche en Afrique francophone comme en Afrique anglophone. Et de façon agile. Et certains Etats savent être des stratèges quand il le faut. C'est le cas notamment du Maroc, vu comme un concurrent mondial. Première puissance économique d'Afrique, le Nigeria, même s'il devrait entrer en récession en 2020 avec la perte de 80 % de ses revenus pétroliers fera encore parler de lui au-delà de la sous-région. Quant au Rwanda, il est devenu en dix ans un point lumineux dans le climat des affaires, classé devant de nombreuses économies occidentales selon le « Doing Business »<sup>6</sup>.

Car pendant que l'Afrique avance, les freins demeurent. Avant l'irruption de la pandémie du COVID-19, l'union économique et monétaire (l'UMOA) née 25 ans plutôt soutenait la stabilité économique et monétaire en Afrique subsaharienne. Elle vient d'adopter une Déclaration portant suspension temporaire de l'application du Pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité rompant ainsi avec le credo qu'elle diffusait à savoir la convergence vers un développement économique inclusif africain.

Salut également en cette année 2020 du côté de la fluidité des échanges économiques et des marchés. Initialement prévue pour être en place le 1er juillet 2020, la Zlecaf (zone de libre-échange) composée aux trois quarts des Etats qui composent l'Afrique avait pour première ambition de propulser le commerce intra-africain à plus de 25% du commerce du continent contre 17% aujourd'hui. De quoi montrer un peu plus aux puissances étrangères qui opèrent sur le continent le chemin de la sortie.

En 2020, l'Afrique est indéniablement encore livrée à elle-même pour évacuer les embûches qui parsèment le chemin qu'elle arpente et en même temps très dépendante d'autrui (et la pandémie du Covid-19 n'incite pas à prendre des mesures pour un nouveau développement économique endogène) à qui elle achète des produits et vend ses matières premières. Comme l'atteste Valérie Houphouët-Boigny, experte en intelligence économique, et responsable du Club Afrique de l'Ecole de guerre économique (EGE) quand explique dans les colonnes de La Tribune Afrique :

*« L'Afrique reste dans un grand schéma de prédation, un terrain d'affrontement entre les puissances qui ne peut que s'accroître à l'avenir. Cette guerre économique n'est pas seulement commerciale. C'est aussi une guerre des idées, au regard de la manière dont les sociétés africaines sont en train de se réapproprier leur histoire. Aussi, la percée de certaines locomotives économiques africaines imposera un rebattage des cartes ».*

Et dans ce schéma-là, force est de constater que les grandes puissances anglophones subsahariennes que sont le Nigeria et l'Afrique du Sud sont plus que jamais des puissances aux

multiples contours, dans l'économie au sens premier du terme, dans la culture, dans la mode et dans l'art de vivre. Le Nigéria, est désormais loin devant son rival, l'Afrique du Sud. Le pays le plus peuplé d'Afrique s'est distingué par une croissance à 2.7%, soit 476 milliards de dollars en 2019.

Comme la Chine change le monde depuis qu'elle a rejoint l'organisation mondiale du commerce en 2001, le Nigéria change l'Afrique subsaharienne et bouscule l'Afrique francophone.

Comme le notait récemment un rapport du Sénat français :

*« L'extrême productivité audiovisuelle nigériane - avec 35 films commercialisés chaque semaine - contraste avec la petite quantité de productions francophones. Seuls le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire s'engagent de manière soutenue dans la production de fictions, à travers des séries télévisuelles principalement, puis, plus récemment, à travers des films vidéo. Partout ailleurs en Afrique francophone, les productions se comptent au mieux par quelques dizaines. Si depuis quinze ans, le Nigeria n'a pratiquement apporté aucune contribution artistique dans les grands festivals, ce pays a eu le mérite de relever un défi là où les pays d'Afrique francophone n'ont pas osé s'avancer : fournir des images locales, raconter des histoires populaires et proches d'un public à faible revenu, tout en ayant recours à des moyens de production très modestes, de 15 000 à 30 000 euros par film. »*

Sur le continent, le Nigéria est, avec l'Afrique du sud, le seul pays à produire une fashion week par an, citée et médiatisée comme le sont celles qui sont observées à New York Milan, Londres et Paris... Et la musique nigériane n'est pas en reste.

Dans ces grilles de lectures adaptées à cette décennie naissante, force est de constater que l'Afrique anglophone subsaharienne, au Ghana, en Afrique du Sud, au Nigéria a une longueur d'avance. Elle produit, dépose des brevets et façonne à sa main ses relations avec les autres pays africains.

## DES PUISSANCES ETRANGERES QUI OSCILLEN ENTRE HARD POWER ET SOFT POWER

### La Chine en Afrique, c'est la Chinafrique

Le premier partenaire commercial de l'Afrique-la Chine- efface ses créances sur ce continent. Qui l'eut cru ? Les pays africains l'ont cru et le reste du monde s'est écarquillé les yeux tellement il n'en revenait pas.

Comme le rapporte le site d'information [www.abidjan.net](http://www.abidjan.net) », Mercredi 17 juin, le président chinois, Xi Jinping, a annoncé l'annulation de la dette des pays africains qui sont durement touchés par la pandémie du coronavirus, Covid-19. « *La Chine annulera, dans le cadre du FCSA, les prêts sans intérêt arrivant à échéance fin 2020 des pays africains concernés* », a déclaré le président Xi Jinping lors du sommet extraordinaire Chine-Afrique tenu ce mercredi par visioconférence.

Le président chinois a ajouté, au cours de cet *e-sommet* organisé en collaboration avec les présidents Cyril Ramaphosa et Macky Sall, que son « *pays est prêt à travailler avec la communauté internationale pour accroître le soutien aux pays africains durement touchés et soumis aux fortes pressions, notamment l'allongement du délai de remboursement de leur dette, pour les accompagner en cette période difficile.* »

La Chine entend également accélérer la construction d'hôpitaux et elle promet au continent un accès prioritaire au vaccin lorsque celui-ci sera déployé.

Cette attention et cette bienveillance envers une terre qui lui doit quelque 145 milliards de dollars selon les ministères des finances africains, faisant de l'empire du milieu son premier créancier.

Ces bonnes relations non équilibrées mais bien vivantes ne datent pas d'hier.

En 2018, lors du sommet Chine Afrique qui se déroulait, le président de la République populaire de Chine affirma tout devant les chefs d'Etat africains qu'il met à leur disposition 60 milliards de dollars de plus que ce qui était jusqu'ici envisagé pour financer des programmes d'aides gratuite et de prêts sans intérêts. Premier partenaire commercial de l'Afrique depuis 2013, La Chine qui dépasse ici, à ce moment-là les Etats-Unis, comptabilise plus d'un million de travailleurs chinois en Afrique, chiffre venant s'ajouter aux millions de chinois constituant déjà une diaspora des plus dynamiques sur ce continent. En 2013, le commerce sino-africain dépassait 200 milliards de dollars. La Chine recevait déjà 28 % des exportations de pétrole d'Afrique et ses entreprises ont construit une grande partie du réseau d'infrastructures du continent.

Entre la puissance chinoise et l'Afrique, le commerce a augmenté dix fois depuis le début des années 1990. En 2020, 15% des investissements chinois dans le Monde vont vers l'Afrique.

En fait, les relations entre la Chine et l'Afrique commencent en 1955 lors de la conférence de Bandung en Indonésie. A ce sommet, il est question de décolonisation. Et la Chine appuie dans ce sens les revendications des Etats africains concernés. Les années qui suivirent cheminèrent autour de la coopération agricole.

En 1971, un nouveau coup d'accélérateur est donné dans ce partenariat intercontinental.

Cette année-là, la Chine accède au Conseil de sécurité de l'ONU est en partie le fait des États africains qui pèsent pour 35 des votes favorables. Dans ses croissances effrénées et après la mort de Mao Zedong en 1976, la Chine découvre le potentiel en Afrique subsaharienne, les mines, les infrastructures à construire, les ressources inexploitées du monde agricole... Tout cela est ausculté de prêt par les dirigeants chinois désireux de faire des new deal avec le continent.

Mais les relations entre la Chine et les États africains sont très hétérogènes

La recherche de financements (hors FMI et Banque mondiale) incite des États comme la Côte d'Ivoire<sup>7</sup> ou le Gabon<sup>8</sup> à privilégier des relations avec la Chine. Cette dernière, présentant le principe de non-ingérence comme condition indispensable au développement des relations bilatérales - avec la reconnaissance d'une Chine unique - parvient à investir, politiquement et économiquement, dans certains "États moins structurés" Les chiffres donnés récemment par la China Africa Research Initiative de la Johns Hopkins Scholl of Advanced International Studies à Washington se passent de commentaires. La Chine est une puissance financière de premier plan dans la zone subsaharienne

Les experts de cette institution estiment qu'il y a eu plus de 150 milliards de dollars – accordés à 49 gouvernements africains et à ses entreprises entre 2000 et 2018. La Chine ne publie pas de données sur ses prêts à l'étranger. Normalement, souligne le journal Le Point qui a eu à se pencher sur le sujet, lorsque des organismes créanciers comme le Club de Paris cherchent à coordonner la restructuration de la dette ou des mesures d'allègement pour des pays débiteurs, « un appel de données » est lancé, une étape où les membres du club communiquent les numéros de prêts complets. Cette fois, la Chine pourra-t-elle se passer de donner toutes les informations ? En effet, les experts estiment que tout effort visant à suspendre le service de la dette ou à étendre un allègement de celle-ci aux pays en développement ne pourra se faire sans la Chine. « *Nous sommes conscients que certains pays et organisations internationales ont appelé à des programmes d'allègement de la dette pour les pays africains, et nous sommes prêts à étudier la possibilité de cela conjointement avec la communauté internationale* », a déclaré un officiel chinois

### **Les Etats-Unis sur l'air de ne pas y toucher**

Quatre années pour rien ? C'est ce que semble vouloir dire l'agence d'information Ecofin<sup>9</sup> qui ne voit pas bien ce que les années Trump ont apporté à l'Afrique en générale et à l'Afrique subsaharienne en particulier.

*« Donald Trump se désintéresse de l'Afrique, souligne l'agence Ecofin, et cumule les marques d'ignorance à son égard, même sans le préméditer. Dans sa bouche, lors d'un discours prononcé à New York face à des homologues africains, la Namibie (« Namibia », en anglais) devient « Nambia ». De l'ignorance et du mépris. Nul n'a oublié, sur le continent et ailleurs, que, selon des médias américains, il a traité les Etats africains de « pays de m.. » lors d'une réunion sur l'immigration dans le bureau Ovale en janvier 2018. Des propos qu'il nie avoir tenus, mais la polémique a installé l'idée que Donald Trump méprise autant l'Afrique que son prédécesseur Barack Obama, né d'un père kényan, respectait ce continent. »*

A une nuance près que tous les présidents démocrates et républicains qui se sont succédé dans le bureau ovale ont toujours une même constance, le pragmatisme à courte vue et une absence de vision plus globale. Sur le plan économique, les chiffres l'attestent. L'administration Trump a retouché la loi commerciale de l'ère Clinton, l'AGOA (African Growth and Opportunity Act), remettant en cause l'accès libre au marché américain de produits africains. Deux pays en ont fait les frais, le Rwanda pour des questions de réciprocité et la Mauritanie pour son manque de fermeté vis des vis des formes subtiles de l'esclavage moderne.

Avant 2017, les relations commerciales américano-africaines se cantonnaient à un niveau assez faible de l'avis des observateurs. Depuis le pic de 141,8 milliards \$ atteint en 2008, les échanges de biens entre l'Afrique et les Etats-Unis n'ont dépassé les 100 milliards \$ que deux fois en 2010 et en 2013. Depuis le second mandat de Barack Obama, ils n'ont fait que refluer. Et même ici, la Chine et les Etats-Unis se regardent en chien de faïence. En 2019, les échanges de biens entre Washington et les pays africains étaient estimés à 56,8 milliards \$, soit une baisse de 8,07% par rapport aux 61,8 milliards \$ estimés en 2018. Pendant le même laps de temps, les échanges commerciaux entre la Chine et l'Afrique grimpaient en 2019 pour atteindre 208,7 milliards \$.

Une situation qui n'est pas passé inaperçue dans l'équipe de Donald Trump. La Chine est le premier créancier en Afrique et nombre de pays de la zone subsaharienne, francophone ou anglophone. Aujourd'hui, aucune statistique officielle ne peut dire avec précision quelle est la part de la dette que la Chine détient en Afrique même s'il s'est ébruité qu'entre 2000 et 2017, le montant total des prêts que Pékin et les entreprises chinoises publiques et privées ont octroyé aux États africains a atteint 146 milliards, un montant « jugé » préoccupant du côté des Etats-Unis qui veut « aider » l'Afrique à trouver une solution au « problème chinois » qui enfermerait selon les mots employés par l'administration américaine, les Etats du continent dans une dépendance aux exportations de matières premières et à la dette. L'initiative « *Prosper Africa* », lancée en juin 2019 à Maputo (Mozambique) pour permettre aux Etats-Unis d'investir 50 milliards \$ en Afrique pour la décennie à venir va dans ce sens. Lors de la présentation de ce plan, la secrétaire d'Etat au commerce, Karen Dunn Kelley, avait indiqué « *nous avons perdu du terrain face aux pratiques commerciales de plus en plus sophistiquées - mais trop souvent opaques - des concurrents étrangers* », avait-elle souligné en référence aux méthodes chinoises de financement en Afrique.

S'il semble avéré que sur le terrain économique, les Etats-Unis ne sont pas offensifs comme pourrait les y contraindre leur statut actuel de première puissance mondiale, il n'en demeure pas moins qu'ils ne n'entendent se désintéresser des questions militaires surtout depuis que le terrorisme continue de faire rage au Sahel et que la Chine, depuis sa base militaire à Djibouti s'intéresse à la sécurité à l'échelle de ce continent.

Même si depuis quatre ans, les États-Unis évoquent le retrait partiel ou total de leurs soldats en Afrique subsaharienne, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo s'emploie à rassurer et à montrer un certain volontarisme sur ce sujet. Lors d'une courte tournée africaine en février 2020,- une première depuis bien longtemps à ce niveau là- Mike Pompeo qui loue en privé le Sénégal, comme un Etat solide et intransigeant dans le combat contre le terrorisme, n'a rien annoncé sur un éventuel retrait américain, au contraire : « *Je suis convaincu, a-t-il déclaré, que*

*lorsque nous aurons terminé cet examen, nous en discuterons, non seulement avec le Sénégal, mais aussi avec tous les pays de la région. Nous discuterons des raisons de ce que nous faisons, de la manière dont nous le faisons, et nous parviendrons à un résultat qui marche pour tout le monde »*

À Thiès, au Sénégal, Washington a mis en place un centre régional d'entraînement à la lutte contre le terrorisme. « L'Afrique a besoin des Etats-Unis » avait déclaré le président sénégalais Macky Sall en guise de conclusion de ces échanges.

### **La France en petite forme, mais toujours aussi présente tend vers le soft power**

Incontestablement, la France perd du terrain sur le plan économique : entre 2000 et 2015, les parts de marché de la France dans une Afrique subsaharienne<sup>10</sup> en forte croissance ont chuté de 10,1 % à 4,7 %, tandis que la Chine s'y est imposée en une vingtaine d'années comme le principal partenaire économique avec une part de marché passée de moins de 2 % en 1990 à plus de 16 % en 2011. Une situation décrite dans le détail dans un rapport sénatorial, signé par un ancien ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine.

Mais quand bien même, la France perd des parts de marché dans toutes les zones où elle était solidement installée du fait de son histoire coloniale, cette baisse cache une très forte hausse des exportations françaises vers l'Afrique subsaharienne, ce qui signifie que la France bénéficie de la croissance africaine, les exportations françaises vers l'Afrique subsaharienne étant passées de 6,3 milliards de dollars en 1990, à 7,7 milliards en 2000 et à 17,5 milliards en 2011.

La dernière livraison du CIAN (le conseil national des investisseurs) est assez explicite en la matière, la France n'arrive qu'au septième rang des pays préférés des leaders d'opinion francophones du continent africain. Elle est tombée du sixième au septième rang de leurs pays préférés entre 2018 et 2019. Avec 1100 groupes et 2109 filiales, et le troisième stock d'investissements le plus important après le Royaume-Uni et les Etats-Unis, la France semble encore plombée par « son passé colonial et la question mémorielle », prévient le CIAN, qui recommande de « décomplexer et dépassionner la relation, afin que le bénéfice pour l'Afrique du travail des entreprises françaises, bien réel, devienne enfin visible »<sup>11</sup>.

Et il est notable que depuis quelques années, la France aborde la question de son influence par le biais de l'influence culturelle ou de « la guerre informationnelle ». La « France Afrique » n'ayant plus aujourd'hui les mêmes attributs que ceux qui ont jalonné les 60 dernières années à l'exception de ce qui concerne les accords de défense et les partenariats économiques privilégiés, les choses se passent désormais autrement. En déplacement à Abidjan en Côte d'Ivoire le président français Emmanuel Macron a eu à cœur de tourner une page dans les relations entre la France et l'Afrique subsaharienne en employant l'expression de « faute morale » à propos du passé coloniale de la France, souhaitant ainsi donner un nouvel élan à ces relations.

Culturellement, la France est forte en Afrique subsaharienne et sur le reste du continent. Au travers de la promotion de la langue française et de son apprentissage, par l'usage d'Instituts Français dans de nombreux pays par exemple, mais aussi par l'utilisation de médias. Avec la chaîne TV5 Monde, dont l'assise télévisuelle est de 215 millions de personnes réparties dans 200 pays (chiffres de l'OIF), la France est un des pays les plus culturellement implantés à l'étranger. En particulier en Afrique, où cet outil culturel va induire des résultats sur le terrain. L'IRSEM (Institut de Recherche Stratégique de l'Ecole Militaire) publiait en 2013 dans son numéro 26 une étude sur l'importance du français dans les relations diplomatiques, économiques et militaires. Et force est de constater que les pays dont la population apprend en grande partie le français et où le gouvernement a choisi le français comme langue officielle a statistiquement davantage de perspectives pour garder des relations diplomatiques et commerciales stables, fiables et de longue durée avec la France.

### **Quand le Royaume-Uni appelle à larguer les amarres**

Le 31 janvier 2020, Boris Johnson recevait des chefs d'Etats d'Afrique subsaharienne. Depuis le Brexit, Le Royaume-Uni est à la recherche de nouveaux partenaires commerciaux alors que le Brexit va mettre fin à quarante-sept ans de vie commune et d'échanges privilégiés avec l'Union européenne.

*« Cette nouvelle donne intervient à un moment opportun, comme le note Jeune Afrique. Le pays s'est lancé voilà deux ans dans une offensive tous azimuts en direction de l'Afrique. Car la Grande-Bretagne s'est rendu compte qu'elle perdait de son influence sur le continent dans un environnement hautement concurrentiel<sup>12</sup>. »*

Tout premier sommet dans ce format, le sommet Royaume-Uni-Afrique pour l'investissement a mis à nu, cette perte d'influence avec la présence de seulement 16 dirigeants – anglophones majoritairement – venus du continent. Toutes les questions ont été apparemment abordées. Car une chose est sûre, selon Tony Blair, ancien premier ministre britannique, l'Afrique dans son ensemble a les moyens de larguer les amarres et donc de devenir une entité économique forte à part entière. Dans une interview à Jeune Afrique en juin 2020, son propos est sans équivoque : « Dans ce contexte, il précise :

*« L'Union africaine doit devenir une institution beaucoup plus puissante. Car il sera très difficile pour chaque pays africain de s'orienter dans la confrontation entre les États-Unis et la Chine. Beaucoup de pays nous demandent des conseils à ce sujet, l'opposition sino-américaine s'accroissant. En outre, même si des pays comme le Nigeria et l'Éthiopie sont des acteurs qui comptent, ils resteront toujours des acteurs de taille moyenne à l'échelle mondiale. C'est pourquoi l'Afrique va devoir disposer de ses propres moyens pour figurer au premier rang du concert des nations. Il sera très important qu'elle s'exprime d'une seule voix sur certaines questions clés. Si la Grande-Bretagne veut être un acteur indépendant, elle doit trouver un créneau où elle peut intervenir, et l'Afrique en est un. Nous avons un rôle important à jouer parce que, franchement, notre position ne sera plus la même en Europe. »*

**La liste de celles qui jouent en seconde division ne cesse de s'allonger**

Comme l'écrit Arnault Ménatory du club Défense de l'EGE à Paris sur le portail de l'IE, la Russie revient sur le continent militaire après avoir dans les années 60, 70 et 80 à une époque où existait encore l'URSS été un aimant attractif pour former des étudiants africains à Moscou, un poumon puissant pour déverser la parole marxiste-léniniste sur un continent qui demandait à se libérer du joug du capitalisme occidental. A partir de 2006, « *c'est en Algérie, peut-on lire, que la Russie a posé le premier jalon de son retour sur le continent africain. Poutine y étrenne une stratégie qui s'avère efficace. Il annule la dette de l'Algérie envers la Fédération de Russie (4,7 milliards de dollars), en échange d'un contrat d'armement substantiel. Ce contrat de 7,5 milliards de dollars permettra à l'Algérie d'afficher ses ambitions de puissance maghrébine de manière plus crédible et à la Russie de reposer un pied sur le sol africain.*

*Deux ans après, cette même méthode est appliquée en Libye : annulation de la dette contre un contrat ferroviaire de grande ampleur et des facilités d'installation pour Gazprom, le géant russe du secteur gazier. (...) En Egypte, en 2014, la Russie profite du désengagement américain consécutif aux printemps arabes pour se rapprocher du président Al-Sissi. La Russie est même le premier pays hors du monde arabe à faire l'objet d'une visite officielle par le nouvel homme fort de l'Egypte. »*

Aujourd'hui après le succès de l'automne 2019 à Sotchi en Russie où se sont pressés plusieurs chefs d'Etat d'Afrique subsaharienne pour engager de nouveaux partenariats économiques, Vladimir Poutine nourrit une relation privilégiée en RCA, République centre africaine où s'entremêlent intérêts économiques et militaires.

Sans oublier les puissances étrangères moins connues comme telles sur le continent africain qui rêvent de prendre quelques parts de marché, l'Inde, le Japon, la Turquie... « Ils y vont tous » s'amusait à souligner le Courrier International, en 2018. L'Inde a réalisé en juillet 2019, une opération séduction en Afrique de l'ouest qui a rencontré un certain succès. Le président indien Ram Nath Kovind y est resté une semaine pour visiter trois pays jamais parcourus par les autorités indiennes : le Bénin, la Gambie et la Guinée. Le commerce entre l'Inde et l'Afrique d'une manière générale, a enregistré un bond spectaculaire passant de 7,2 milliards de dollars en 2001 à 78 milliards de dollars en 2014, faisant de New Delhi le quatrième partenaire commercial de l'Afrique, selon la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique. Comme le grand ouest africain dans son ensemble, représente 25% du PIB de l'Afrique, les autorités indiennes souhaitent ne pas y être absentes pour les années à venir.

Le Japon, lui, s'intéresse à l'Afrique dans son ensemble depuis un peu plus de 25 ans. Ces dernières années, le slogan martelé par Tokyo pouvait être résumé ainsi : « *contribuer à faire progresser le développement de l'Afrique à travers les hommes, la technologie et l'innovation* ». En 2017, le Premier ministre japonais alors qu'il recevait plusieurs chefs d'Etats africains, annonçait que son pays entendait investir davantage. » Joignant le geste à la parole, Tokyo a ensuite octroyé un prêt de 400 milliards de yens, (3,4 milliards d'euros) pour construire des éoliennes et des centrales géothermiques. Aujourd'hui environ 800 entreprises sont implantées sur ce continent. Le Japon veut encore faire grossir ses relations commerciales dans une visée géopolitique. Akiko Suwa-Eisenmann, directrice de recherches à l'Inra (Institut national de la recherche agronomique), spécialisée dans le commerce international a maintes fois expliqué à ce sujet que "Tokyo cherche depuis des années le

soutien des pays africains pour obtenir un siège au Conseil de sécurité des Nations unies, ce qui constitue le Graal en termes de diplomatie".

En 2019, la compagnie turque Tosyali, un des plus grands producteurs d'acier au monde, laissait entendre qu'elle avait l'intention de créer en accord avec le Sénégal, une zone économique spéciale pour soutenir l'activité des PME dans le pays. Une information assez méconnue qui place la Turquie comme une puissance désireuse, elle aussi, de faire avancer ses pions.

## ETAT DES LIEUX SUR QUELQUES POIDS LOURDS SUBSAHARIENS FRANCOPHONES ET ANGLOPHONES QUI VEULENT GAGNER LA GUERRE ECONOMIQUE

### Pays francophones

#### La Côte d'Ivoire et le Sénégal, deux poids lourds économiques francophones

La Côte d'Ivoire est la plaque tournante des activités commerciales en Afrique de l'Ouest.

La France, son deuxième fournisseur, représente 13% des stocks d'investissements étrangers. Les chiffres donnés par la CCI France, parlent d'eux-mêmes : « *longtemps premier fournisseur (hors pétrole) et premier investisseur, la France se voit ravir la première place de fournisseur par la Chine avec 18% des échanges et occupe désormais la deuxième place avec 13% des volumes importés en Côte d'Ivoire. Viennent ensuite le Nigéria avec 10%, l'Inde avec 4.8% et la Belgique avec 4%. Au niveau des investissements français, ces derniers ont cru de 8% en moyenne entre 2012 et 2017 pour atteindre 2.301 millions d'€.*

*Les exportations françaises sur la période 2013 – 2017 ont augmenté de 4% (1.181 millions d'€). Les produits agricoles et les produits des industries alimentaires représentent 32% du volume exporté vers la Côte d'Ivoire, les équipements mécaniques et matériels électriques 25%, la pharmacie, cosmétiques et parfums 21% et la chimie 4%. La Côte d'Ivoire est le 50e client de la France<sup>13</sup> et son 23e excédent »*

**Le Sénégal lui, est dans une position légèrement différente.**

Comme le souligne la banque française, la Société générale :

*« Le commerce extérieur représente 57,9% de son PIB (dernières données disponibles de la Banque mondiale). Les principales destinations d'exportation du pays en 2018 étaient le Mali, la Suisse, l'Inde, l'France et la Côte d'Ivoire alors qu'il importait principalement de France, de Chine, du Nigéria, d'Inde et des Pays-Bas. Entre 2017 et 2018, les exportations de biens et services ont augmenté de 7,2% (21,9% du PIB en 2018) tandis que les importations ont augmenté de 10,6% (36,1% du PIB en 2018). Le commerce extérieur sénégalais se caractérise par un déficit structurel du compte courant, qui atteint un montant équivalent à plusieurs points de pourcentage du PIB annuel. Le déficit commercial (de biens) pour 2017 s'est élevé à 2 695 millions de dollars. En 2018, les importations de biens ont atteint 8 milliards USD tandis que les exportations de biens se sont élevées à 3,62 milliards USD. Le pays a importé des services pour une valeur totale de 1,63 milliard USD tandis que ses exportations de services se sont élevées à 1,25 milliard USD (OMC). La politique commerciale du Sénégal vise à construire une économie compétitive, à travers une croissance inclusive et la création d'emplois. Ses politiques visent à aider à réduire le déficit commercial, à assurer l'approvisionnement régulier du marché intérieur, à promouvoir les chaînes de valeur locales, à renforcer le processus d'intégration régionale et l'accès aux marchés internationaux, et à promouvoir la concurrence. Dans le cadre du Plan pour le Sénégal émergent, le gouvernement cherche à approfondir l'intégration régionale en développant davantage le réseau d'infrastructures ; éliminer les obstacles à la libre circulation des personnes, des biens et des services ; et développer le*

*commerce intracommunautaire. Le Sénégal est membre de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest et le pays a des accords commerciaux avec plusieurs pays<sup>14</sup>, dont l'UE, les États-Unis, la Suisse, la Corée du Sud, le Japon et l'Australie. Compte tenu de son influence grandissante sur le continent africain, la Chine est devenue un partenaire de plus en plus important du Sénégal, illustré par les sommets sino-africains et l'essor des exportations sénégalaises vers la Chine. » Les importations représentent toujours près de la moitié du PIB. Les principaux fournisseurs du pays sont la France, le Nigeria, les Pays-Bas et la Chine. »*

*Pour la plateforme « Sénégal-export », il ne fait aucun doute que « les exportations de biens et services contribuent à plus d'un quart du PIB. Les principaux clients du Sénégal sont le Mali, la Suisse, l'Inde et la Guinée. Les principaux produits exportés sont les carburants minéraux et le pétrole, les produits maritimes, les produits chimiques inorganiques, le sel et le soufre et les véhicules. Leader des exportations, les produits de la pêche bénéficient depuis plusieurs années d'une modernisation des équipements portuaires et d'une industrie agro-alimentaire bien implantée. »*

### **Quand le Congo Brazzaville tente de contenir l'offensive chinoise**

La dépendance structurelle de la RD Congo à l'égard de la Chine découle de sa forte présence dans le secteur minier. Le cobalt, minerai stratégique dont la RDC détient 60 % des réserves mondiales, il trouve son utilité dans les batteries de nos objets connectés. La RD Congo est « le » pays producteur de ce minerai avec une position de quasi-monopole. Le secteur minier en RD Congo concentre les intérêts économiques chinois : 80 % des exportations congolaises du secteur minier sont à destination de la Chine alors que, côté offre, les entreprises minières chinoises sont aujourd'hui fortement dominantes (70 à 80 % du marché du cuivre et du cobalt).

Ainsi, 90 % du cobalt et du cuivre congolais (premier producteur d'Afrique subsaharienne) est exporté vers la Chine.

### **La République centrafricaine, le symbole du retour de la Russie en terre africaine**

En décembre 2018 l'hebdomadaire le Point décrivait par le menu la manière dont la Russie préparait les esprits dans l'espoir d'évincer progressivement la France d'un théâtre qu'elle connaît bien :

*« Le renforcement rapide de la présence russe en Centrafrique, pouvait-on lire, ressemble à une tentative de mainmise sur ses richesses minières<sup>15</sup>, pourtant difficilement exploitables, dans ce pays où la Russie donne désormais l'impression de supplanter la France. La ministre des armées a beau rappeler que Paris débourse 130 millions d'euros pour la Centrafrique, soit l'équivalent d'un tiers du budget centrafricain, rien n'y fait. Les Français apparaissent sur la touche. Moscou est partout. Sur des affiches qui vantent leurs actions humanitaires<sup>16</sup> dans le pays et dans la presse locale qui ne tarit pas d'éloges sur cette coopération pourtant floue, et subite. De quoi intéresser les États-Unis que rien de ce que font les Russes ne laisse indifférent. Du coup, Washington a fait, à son tour, un don de 10 millions de dollars aux FACA (Forces Armées Centrafricaines)<sup>17</sup> qui ont reçu en dotation des radios et des véhicules tout terrain.*

*Les instructeurs russes, eux, se sont installés à une soixantaine de kilomètres de la capitale, dans le palais en ruines de Berengo, l'ex-demeure de sinistre réputation de l'ancien empereur Bokassa. Pour Paris qui ronge son frein en voyant la Russie faire main basse sur le pays : le conseiller sécurité du président Touadéra est désormais un Russe, Valery Zakharov, et ce sont ses hommes qui l'escortent à chaque déplacement. Un symbole. »*

À Bangui, des campagnes anti-françaises qui ont vu le jour depuis plusieurs années maintenant se font dans un moyennant finance. L'influence russe<sup>18</sup> ne s'arrête pas là. Certains observateurs n'hésitent plus à dire que la Russie de Vladimir cherche à reproduire une Syrie bis en organisant des sommets pour la paix sans cadre diplomatique (re) connu.

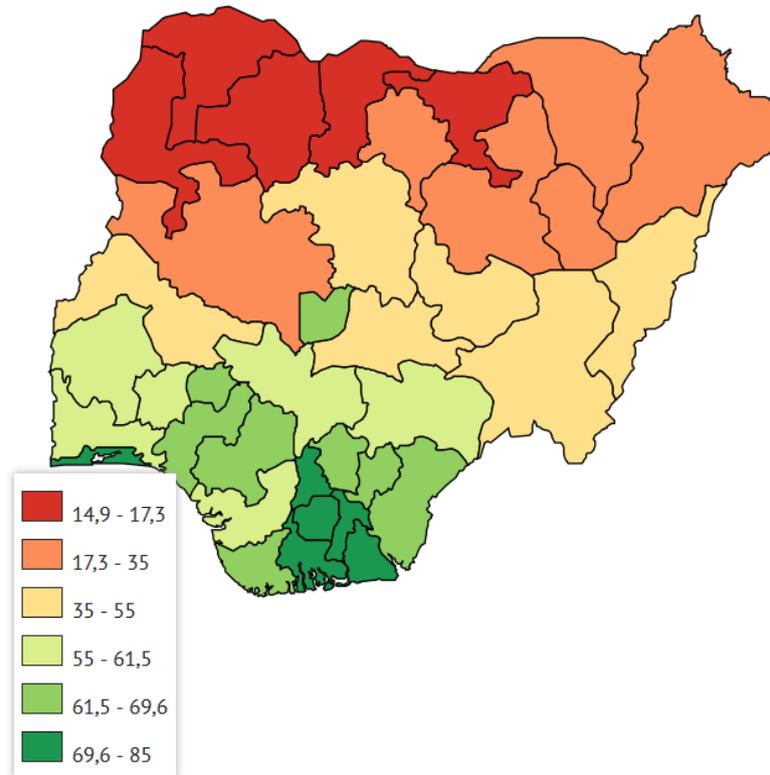
## Pays anglophones

### Quand le Nigéria impose sa puissance

Le Nigéria, pays le plus peuplé d'Afrique (plus de 200 millions d'habitants), est une république fédérale dont les 36 Etats englobent plus de 250 ethnies<sup>19</sup>. Ses frontières actuelles résultent de la décision de la Grande-Bretagne d'unir plusieurs royaumes et pays pour former le protectorat du Nigéria du Nord et le protectorat du Nigéria du Sud en 1900. Ces deux protectorats britanniques furent eux-mêmes fusionnés en 1914 pour former le protectorat du Nigéria. Le Nigéria acquiert son indépendance le 1<sup>er</sup> octobre 1960. Le nord du Cameroun britannique choisit par référendum d'être rattaché au Nigéria l'année suivante. Au nombre de trois en 1960, les Etats ont été successivement morcelés<sup>20</sup> jusqu'à devenir 36 Etats en 1999. Le Nigéria est membre du Commonwealth<sup>21</sup>.

Trois ethnies sont majoritaires<sup>22</sup> au Nigéria : au nord, les haoussas et les fulanis représentent 27% de la population, les yoroubas au sud-ouest, 20% de la population et les Igbo au sud-est, 15% de la population. Les autres ethnies sont réparties en grande partie au centre du pays (Middle Belt) puis de part et d'autre du pays. Sur le plan climatique, comme pour ses voisins subsahariens, le nord du Nigéria est désertique et le sud bénéficie d'un climat tropical. Pendant la période coloniale, conformément à la volonté des dirigeants du Nigéria du nord, la Grande-Bretagne y a limité les actions de ses missionnaires. La cartographie des religions peut donc être également, très schématiquement, représentée par une découpe nord/sud avec une majorité musulmane au nord et une majorité chrétienne au sud, si bien que les tensions sont souvent décrites comme ayant une origine religieuse par raccourci, situation également exploitée par la secte Boko Haram (*traduction : l'éducation occidentale est un péché*) pour justifier ses actions.

### Taux d'alphabétisation (en anglais) des plus de 15 ans :



Source: The National Bureau of Statistics, Nigeria

Les langues officielles du Nigéria sont l'anglais, l'haoussa, le yorouba et l'igbo. L'instauration en 1996, par le général Sani ABACHA, du français comme langue officielle du Nigéria (après l'anglais) a été peu suivie d'effet.

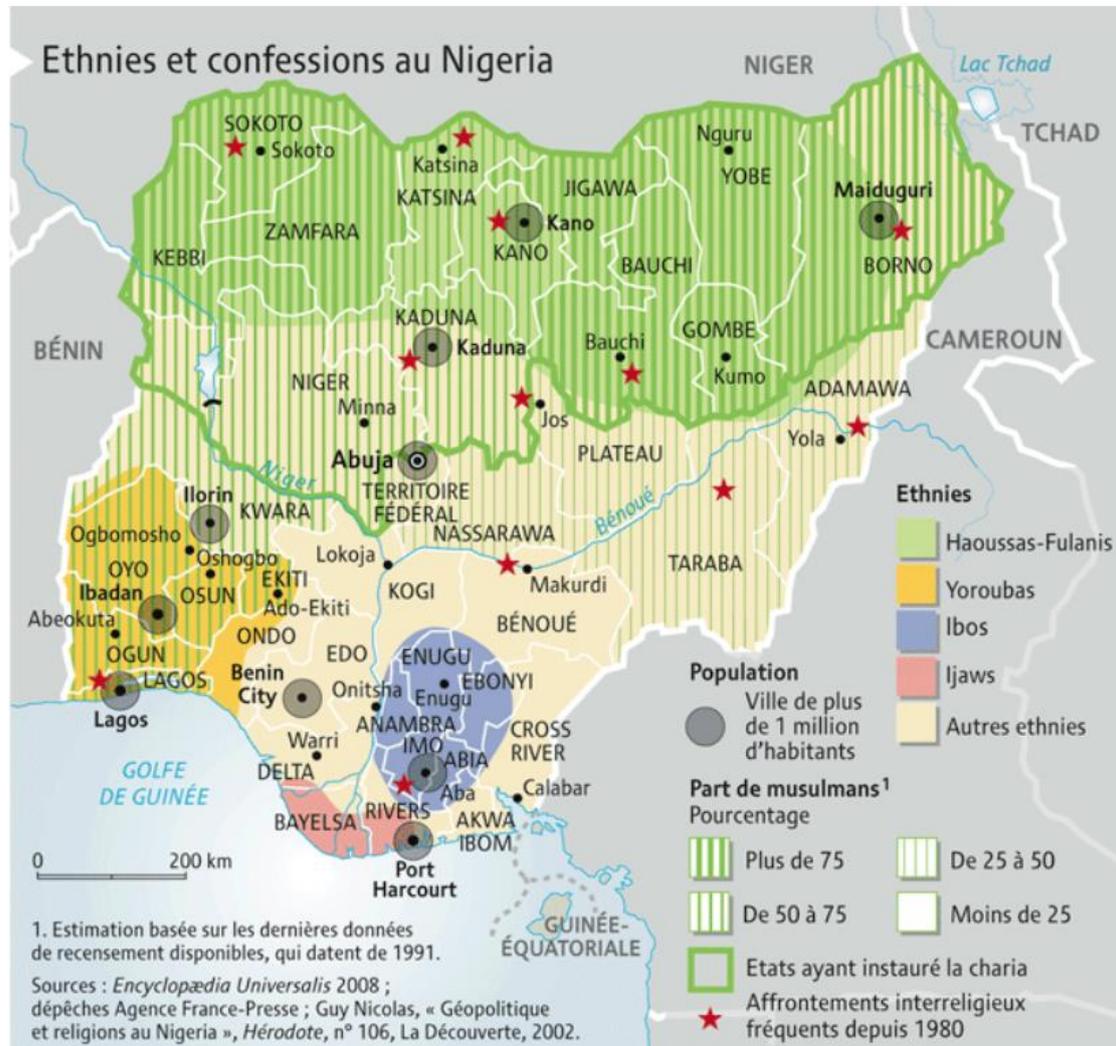
Depuis son indépendance en 1960, le Nigéria a été le théâtre de graves conflits inter-ethniques<sup>23</sup> ayant entraîné des centaines de milliers de morts. En effet, les tensions à l'intérieur de la mosaïque ethnique sont surtout exacerbées par des rapports de force hérités d'une histoire traumatisante qui se poursuit, accentués par des considérations religieuses, mais induits dans le fond par des écarts structurels. L'absence d'unité du pays a rendu impossible toute velléité de bonne gouvernance et vice versa, si bien que perdure un autre contraste : le Nigéria premier pays producteur de pétrole en Afrique<sup>24</sup> et premier pays africain<sup>25</sup>, par son PIB nominal est également le pays qui compte le plus grand nombre d'habitants en situation de pauvreté extrême<sup>26</sup> (102 millions de personnes, soit la moitié de la population, vit avec moins d'1,90 USD par jour).

## DES TENSIONS MULTIDIMENSIONNELLES

### Le poids du passé

La région que représente l'actuel Nigéria a développé dès le 15<sup>ème</sup> siècle le commerce d'esclaves. D'abord à destination du monde arabe (traite transsaharienne), ensuite après l'arrivée des premiers européens, à destination de l'Europe également, puis des Amériques

(traite transatlantique). Les esclaves étaient principalement des captifs de guerres ou de razzias, mais le devenaient également par l'existence de classifications ethniques. Plusieurs ethnies en ont été victimes du fait de plusieurs autres et ce jusqu'au 19ème siècle. Ce lourd passé reste latent dans les événements et les relations qui se trament au sein de la population, encore aujourd'hui.



Source : *Le Monde Diplomatique*

### Le secteur pétrolier au détriment du secteur agricole

Avant la découverte de gisements pétrolifères et gaziers, l'essentiel de l'économie du Nigeria reposait sur l'agriculture. Aujourd'hui encore le revenu de 70% de la population dépend de ce secteur. Or, le développement des exploitations pétrolières à partir des années 1960 a procuré soudainement des recettes colossales au Nigeria. Non préparé à cette situation, le pays a entamé des importations massives et orienté sa politique budgétaire vers les hydrocarbures plutôt que d'investir pour le développement de l'économie locale (maladie hollandaise<sup>27</sup>). Or bien que le secteur pétrolier représente plus de 80% des exportations et la moitié des recettes de l'Etat<sup>28</sup>, il ne contribue en fait que pour 8% au PIB du pays<sup>29</sup>, le secteur agricole étant le plus important, mais insuffisant contributeur (22%). Avec une croissance démographique cubique<sup>30</sup> le délaissement du secteur agricole dans les programmes politiques a fini d'enliser

la population dans l'extrême pauvreté. Pour ajouter à la crise alimentaire déjà grave, l'évolution de la sécheresse au nord du pays incite les ethnies nomades à se déplacer vers le sud pour nourrir leur bétail ce qui entraîne des tensions entre éleveurs et cultivateurs<sup>31</sup>, provoquant parfois plusieurs centaines de morts<sup>32</sup>, en faisant un conflit plus meurtrier<sup>33</sup> que les attaques de la secte Boko Haram. C'est sans compter les innombrables mutilés et les déplacements de populations.

L'économie nigérienne est aussi minée par 30 ans de gouvernement « kleptocrate », affublé ainsi suite au détournement de plusieurs dizaines de milliards de dollars<sup>34</sup> au point d'avoir provoqué très tôt le soulèvement des régions du delta du Niger<sup>35</sup> (régions pétrolifères), qui n'ont récolté de l'exploitation pétrolière que la pollution, laquelle a de surcroît détruit les terres agricoles et les zones de pêche dont ces régions dépendaient. En effet, ce n'est qu'à partir de 1999 et sous la pression de la Banque mondiale, que le pays a commencé à réglementer les marchés publics. La population reste marquée par le souvenir de la violence des affrontements, même si depuis le retour à la démocratie en 2009, les actions des groupes armés se dirigent de plus en plus vers la piraterie maritime<sup>36</sup>.

Toutefois, l'actuelle présidence semble opérer d'importants changements, avec la volonté politique d'orienter les investissements vers l'agriculture<sup>37</sup>, d'augmenter la taxation des sociétés pétrolières<sup>38</sup> et de renforcer la lutte contre la corruption<sup>39</sup>.

## LES NOUVEAUX ENJEUX DU NIGERIA

### Pétrole : recalibrage des rapports de force

Des signaux forts ont été envoyés concernant la lutte contre la fraude. Alors que M. Buhari avait promis durant la campagne présidentielle de 2015 de faire de la lutte contre la corruption une priorité, une fois élu, son message a été pris au pied de la lettre : en octobre de la même année, l'ancienne ministre du pétrole est arrêtée à Londres<sup>40</sup> dans le cadre d'une enquête de soupçon de corruption et de blanchiment d'argent. Face à la lenteur de la procédure de la justice londonienne, des activistes anglais<sup>41</sup> s'emparent du sujet. Une plainte est également déposée auprès de la justice américaine<sup>42</sup>.

Un an plus tard, une procédure judiciaire<sup>43</sup> débute à l'encontre des compagnies pétrolières étrangères qui opèrent au Nigéria pour n'avoir pas déclaré l'exhaustivité des barils exportés. A charge également contre les compagnies pétrolières, un rapport commandé suite à un jugement rendu par la Cour Suprême a mis en évidence des pertes pour le pays pour un montant minimum de 16 Mds de dollars<sup>44</sup>, suite à l'inobservation d'une loi datant de 1993. Quatre compagnies pétrolières étrangères qui assurent 85% de la production pétrolière au Nigéria sont concernées : Shell (Royaume-Uni/Pays-Bas), Total (France), ExxonMobil et Chevron (Etats-Unis).

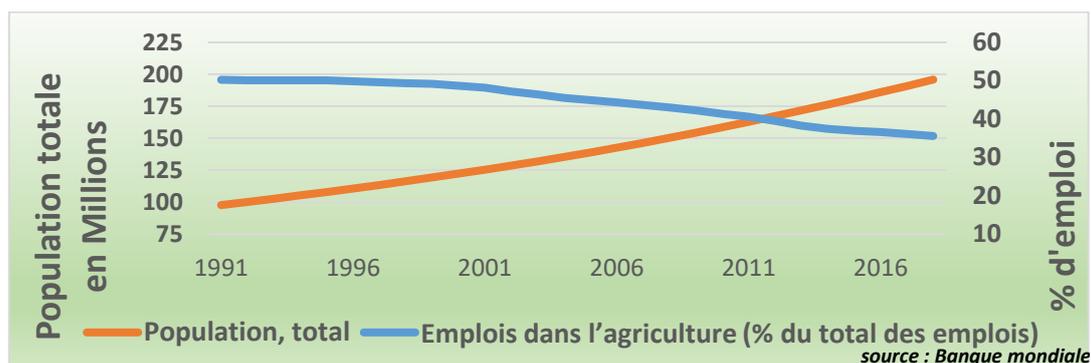
Le président a également décidé de mettre à jour un cadre légal<sup>45</sup> hors d'âge pour une meilleure répartition économique entre les sociétés pétrolières et le pays.

Ce recadrage judiciaire et législatif s'accompagne de projets visant à optimiser les impacts économiques intérieurs, avec notamment la construction d'une nouvelle raffinerie par le groupe Dangote<sup>46</sup> qui permettra de supprimer le paradoxe selon lequel, malgré son statut de premier pays producteur de pétrole en Afrique, le Nigéria importe les besoins en pétrole que

ses raffineries ne permettent de couvrir (importations en 2017 : 2,6 Mds USD<sup>47</sup>). Cette action permettra également de supprimer le double risque cours du baril/devise sur les importations de pétrole et de développer l'économie locale.

### L'agriculture : diversification sectorielle et ambition continentale

La part des emplois directs dans l'agriculture suit une courbe inverse de l'évolution de la population :



Lors de sa visite en France en 2015, le président Nigérian insistait sur la nécessité de diversifier les investissements dans son pays, en les orientant notamment vers l'agriculture<sup>48</sup>. Ce message a été renouvelé à chaque nouvelle rencontre de chef d'Etat étranger<sup>49</sup>, mais il semble que seuls les hydrocarbures<sup>50</sup> continuent d'intéresser les pays étrangers. Faute d'investisseurs étrangers dans le secteur agricole, des mesures fortes ont été prises ces derniers mois qui indiquent que les avancées viendront donc de l'intérieur. Le président a ordonné à la Banque centrale du Nigeria de bloquer les demandes de devises étrangères des importateurs de produits alimentaires<sup>51</sup> dans le but de stimuler l'agriculture locale, différents programmes étant prévus pour accompagner les agriculteurs. De son côté, le puissant groupe nigérian Dangote<sup>52</sup> prévoit de renforcer ses investissements dans l'agriculture. Pour prévenir le risque de contrebande, le pays a fermé ses frontières<sup>53</sup>, mettant à mal ses voisins dont l'économie repose justement en bonne partie sur la contrebande (notamment, selon la Banque mondiale, 20% du PIB du Bénin<sup>54</sup> provient du commerce informel vers le Nigeria). Il s'agit d'une démarche protectionniste récurrente du pays<sup>55</sup>, mais celle-ci survient un mois après le lancement de la ZLEC<sup>56</sup> (zone de libre-échange continentale africaine) qui prévoit la libre circulation des personnes et des biens sur le continent. Le pays fait donc de son développement la priorité quitte à fâcher ses frères. Mais une fois ses habitants nourris, le dirigeant du groupe Ecobank l'a lui-même dit : le Nigeria a le potentiel pour nourrir toute l'Afrique<sup>57</sup>.

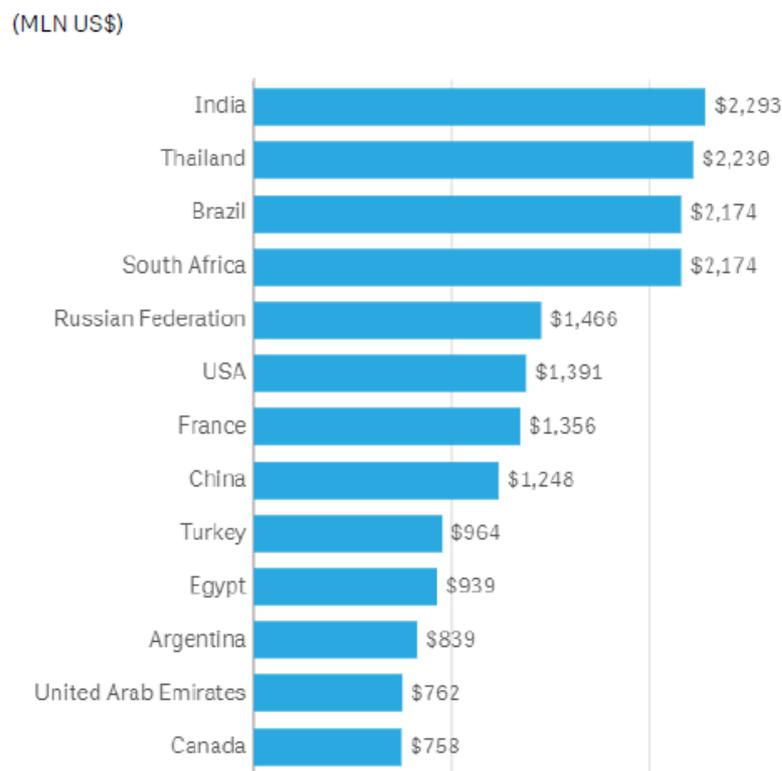
La diversification a tardé et à la suite de la crise sanitaire Covid-19, les revenus du pétrole ont chuté de 80%<sup>58</sup>, ce qui risque encore de retarder les projets, mais la machine semble lancée.

### Le Nigeria : une alternative pour les délocalisations ?

Avec une population qui compte plus de 120 millions de jeunes de moins de 25 ans (2018), plusieurs options s'offrent au Nigéria :

- **Devenir le grenier du continent africain**

Si l'on considère l'ensemble des produits issus de l'agriculture importés en Afrique subsaharienne, en 2017, seul un pays africain figure dans le top 13 des pays exportateurs :



source : UN Comtrade (top 13)

- **Devenir l'atelier du monde**

La Chine commence à délocaliser sa production (ex. en Ethiopie<sup>59</sup>). Suite à la récente crise sanitaire d'autres pays réfléchissent à diversifier les localités de production. Forte de sa population dense et jeune, le Nigéria pourrait devenir attractive dans ce domaine, à condition d'améliorer ses indicateurs de Doing business.

- **Devenir le laboratoire du monde**

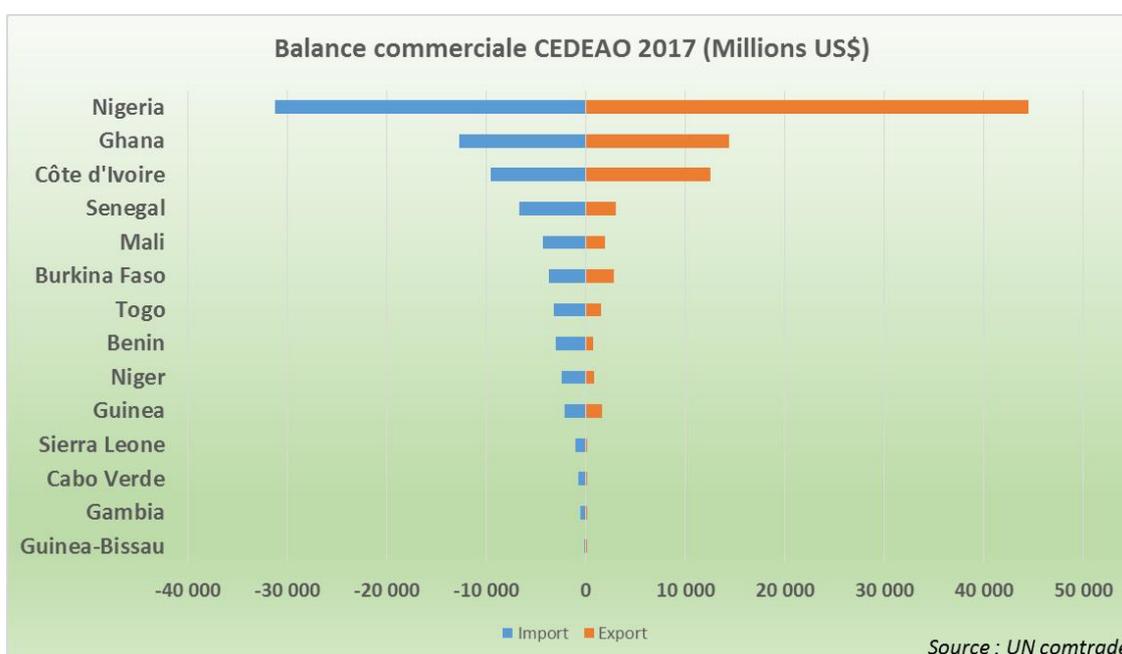
Les nigériens ont démontré leur ingéniosité dans l'utilisation des nouvelles technologies. Bien qu'ils soient surtout connus pour les piratages informatiques<sup>60</sup>, ils deviennent de plus en plus visibles sur des projets reconnus dans le secteur de la high tech<sup>61</sup>

Pour tous les secteurs, le Nigéria est déjà un marché cible à lui-seul, y compris pour les nouvelles technologies (ex : malgré la pauvreté, le pays compte 173 millions d'abonnés à la téléphonie mobile et 81% du trafic internet<sup>62</sup> passent par les téléphones mobiles). Avec le

développement, des nouveaux besoins devront être couverts. D'après les projections, la population du Nigéria franchira la barre des 400 millions d'habitants en 2050<sup>63</sup>.

### Prudence du Nigéria par rapport à l'adoption de l'Eco

Suite à la décision unilatérale de la Côte d'Ivoire d'adopter dès juillet 2020, l'Eco (monnaie unique au sein de Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest - CEDEAO), le Nigéria qui réalise au sein de la CEDEAO le plus important volume d'échange à l'international en demande le report<sup>64</sup>, froissant une fois de plus certains pays membres de l'organisation. En effet, d'après le Nigéria, une mise en place précipitée, sans concertation avec les pays membres et donc sans analyse globale présente un risque définitif sur le commerce international des pays de la CEDEAO.



### Nollywood : influence sur écran

Les films de Nollywood sont des vidéos à petits budgets distribuées en direct et pour un prix abordable et sont très affectionnés par les Nigériens. Le Nigéria est ainsi devenu le deuxième plus important producteur de films en volume (2000 films par an<sup>65</sup>) derrière l'Inde. Le secteur n'étant pas réglementé, sujet au piratage de masse et les acteurs et autres techniciens étant pour la plupart des bénévoles, il est difficile de mesurer son impact économique.

Néanmoins, Nollywood est largement reconnu comme une « institution » au Nigéria, y compris par le gouvernement fédéral et les différents Etats qui ont bien compris qu'il valait mieux faire avec<sup>66</sup>. Il faut dire que ce média s'est développé en marge des systèmes et des standards, c'est ce qui fait sa particularité et il bénéficie d'une audience fidèle et généralisée, c'est ce qui le rend presque intouchable.

Avant d'être tourné également en pidgin (anglais créole) pour s'adresser à un plus large public, Nollywood était à l'origine un vecteur identitaire ethnique tourné dans les langues

respectives (principalement ibo, yorouba et haoussa). Les sujets traitent de la vie courante des nigériens depuis la romance jusqu'aux affaires politiques et ont souvent une issue moralisatrice héritée des différentes empreintes religieuses dans le pays.

Une étude réalisée conjointement<sup>67</sup> par les universités de Princeton, UCLA et MIT a d'ailleurs démontré l'impact de Nollywood sur les comportements<sup>68</sup> et comment Nollywood pourrait être utilisé pour améliorer la situation du pays.

Mais Nollywood contribue également à faire rayonner le Nigéria hors de ses frontières. Il a conquis toute l'Afrique en quête de films africains et il s'exporte également dans le reste du monde pour répondre à la demande de la diaspora Nigérienne<sup>69</sup>. L'audience est certaine au point que les diffuseurs comme Netflix et Canal+<sup>70</sup> viennent d'enrichir leurs catalogues de films Nollywood et le premier film nigérien soumis aux Oscars<sup>71</sup> a été réalisé par une star du Nollywood.

Devenir la première économie du continent a donné au Nigéria une certaine assurance pour enfin s'attacher à diversifier son économie, étape nécessaire pour sortir le pays de la pauvreté. Les décisions du pays dans ce sens ne sont pas toujours comprises et sont parfois interprétées comme l'expression de son arrogance légendaire<sup>72</sup>. Le Pays n'a cependant pas d'autre alternative compte tenu des projections démographiques le concernant. Les chiffres donnent le tournis : 450 millions d'habitants en 2050, 750 millions en 2100. Ne pas agir dès maintenant serait courir vers la catastrophe humanitaire. En même temps que les grandes puissances y voient un marché à conquérir le jour où le Nigéria émergera, elles ne sont pas pressées de contribuer au développement du pays autrement que par quelques saupoudrages par ci et là ce qu'elles jugent suffisants pour s'affirmer le moment venu. Mais le Nigéria ne semble plus prêt à faire de concession sans contrepartie.

### **L'Afrique du sud en méforme, mais toujours deuxième puissance**

L'information a été largement relayée dans la presse : en 2014 (rétroactivement, depuis 2012) le Nigéria est devenu la première économie du continent africain<sup>73</sup> par son PIB, place occupée auparavant et sans discontinuité par l'Afrique du sud. La rivalité entre les deux géants africains est plus ancienne. Elle a commencé avec la période de la décolonisation, lorsque le Nigéria a œuvré contre la politique d'apartheid de l'Afrique du sud, en rencontrant ses dirigeants blancs et en soutenant les mouvements anti-apartheid. Après l'apartheid, ce fut cette fois l'Afrique du sud, par le biais de son président Nelson Mandela qui usa de son influence pour lutter contre la politique dictatoriale du Nigéria, entraînant la suspension de ce dernier du Commonwealth, de 1995 à 1999. En tant que grandes puissances en Afrique subsaharienne les deux pays savent tout de même lorsqu'ils le jugent nécessaire parler d'une même voix et s'entendre, notamment lorsqu'il s'agit de commerce. Ainsi, la Chambre de commerce Nigéria – Afrique du sud<sup>74</sup> a été créée en 2000 *pour encourager le commerce et l'industrie bilatéraux Nigéria - Afrique du Sud.*

## RAPPELS HISTORIQUES

La migration des européens vers l'actuelle Afrique du sud a commencé au milieu du 17<sup>ème</sup> siècle lorsque la Compagnie hollandaise des Indes orientales implante une escale au Cap. Pour les besoins de ravitaillement, les néerlandais y développent l'agriculture refoulant progressivement les populations autochtones tout en ayant recours à l'esclavage venu d'ailleurs (indiens, indonésiens, mozambicains et malgaches principalement). Les fermiers hollandais (boers) sont rejoints quelques décennies plus tard par des huguenots fuyant les persécutions. Malgré la résistance des français pour conserver leur langue, la troisième génération ne parle plus que la langue des boers (l'afrikaans). A la fin du 18<sup>ème</sup> siècle les missionnaires anglais s'installent au Cap et en 1814, le Cap passe sous administration britannique. En désaccord avec l'instauration par les britanniques de la langue anglaise comme langue officielle puis plus tard de l'abolition de l'esclavage (1833), les boers entament un long exode (Grand Trek), d'abord vers la côte nord où après avoir vaincu les zoulous ils fondent la république du Natal (1842). Mais, attaqués par les britanniques qui déclarent le Natal possession de la couronne, les boers poursuivent leur exode vers l'intérieur des terres et fondent la république du Transvaal en 1852 et l'Etat libre d'Orange en 1854. De leur côté les britanniques poursuivent leur expansion plus à l'ouest. La découverte de richesses minières (or et diamant) au Transvaal relance la guerre entre britanniques et boers qui prend fin par la capitulation des boers en 1902. L'Union sud-africaine est créée en 1910. Les britanniques ne sont pas parvenus à imposer la langue anglaise aux afrikaners, mais une entente se met progressivement en place. Les afrikaners occupent la scène politique tandis que les anglais se chargent de l'économie du pays. L'Union sud-africaine devient la république d'Afrique du sud en 1961 et le pays est contraint de quitter le Commonwealth en raison de sa politique ségrégationniste (elle réintègrera le Commonwealth en 1994).

En effet, outre les colons européens, la population d'Afrique du Sud est surtout composée à 80% de ses autochtones (9 groupes ethniques), ainsi que d'anciens esclaves importés et autres étrangers de couleur qui subiront les lois ségrégationnistes de la minorité blanche jusqu'en 1991, aux lendemains de la libération de Nelson Mandela. La population autochtone s'est vue contenue dans des réserves représentant 7% du pays appelés bantoustans puis plus tard homelands, l'accès au reste du territoire sud-africain étant restreint selon des règles de classification raciale : blanc, métis et noir (*la dernière classe comprend les asiatiques, cependant les actions de Gandhi durant son séjour dans le Natal entre 1893 et 1915 permettront aux indiens d'être classifiés dans une catégorie supérieure à celle des noirs*). La minorité blanche voulait ainsi affirmer le pays comme étant celui d'hommes blancs. Cette politique donna naissance à un mouvement de contestation noir, le South African Native National Congress (SANNC), devenu en 1923 l'African National Congress (ANC), dont Nelson Mandela fut la figure historique.

Comme au Nigéria, des violences interethniques ont sévi au sein des populations autochtones, notamment entre zoulous et xhosas, mais en éloignant les populations noires, les blancs ont été peu perturbés par ces violences et ont poursuivi leur développement sur le modèle occidental. Un développement à deux vitesses donc, car si le niveau de développement des régions autrefois réservées aux blancs est comparable à celui des pays occidentaux, en 2020

encore, 28% de la population composés essentiellement de noirs vit avec moins de 1,90 USD par jour<sup>75</sup>.

## L'ECONOMIE SUD-AFRICAINE

La politique de Nelson Mandela de renforcer les relations sud-sud de l'Afrique du sud s'est poursuivie après sa présidence (1994-1999). En 2009, le pays demande son « adhésion » au BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine). Malgré un PIB moindre comparé à ceux d'autres pays émergents (Indonésie, Mexique, Turquie, notamment) et très loin des PIB des quatre grandes puissances émergentes, sa position de première puissance du continent africain a permis à l'Afrique du sud d'intégrer le club très fermé des BRIC en 2010. Comme dans toute institution internationale, les membres de l'institution informelle depuis dénommée BRICS s'accordent sur une coopération économique privilégiée. En représentant à eux cinq plus de 40% de la population mondiale et un quart du PIB mondial en 2018 (moitié moins que le G7), les BRICS forment un sérieux contrepoids au G7 ; en effet, les projections affichent pour les BRICS un PIB 45% supérieur à celui du G7 en 2050<sup>76</sup>. L'Afrique du sud est donc assise au bon endroit, en même temps qu'elle est un pays influent avec le Nigéria, au sein de l'Union africaine. Sans pouvoir tirer vraiment profit de sa place au sein des BRICS, le pays permet au groupe d'avoir un représentant sur le continent.

Le volume du commerce international de l'Afrique a triplé entre 2000 et 2018, marqué par une accentuation des échanges avec l'Asie. En effet, les échanges minimes avec la Chine en 2000 (moins de 2% de la balance) représentent en 2018 un cinquième du total des échanges. Les échanges commerciaux du pays au sein du continent vont plutôt dans le sens des exportations, mais depuis les années 2000 les importations depuis les pays du continent sont en progression régulière.

		Europe	Asie	Afrique	Amérique du nord	Amérique latine	Océanie	Autres	Total Mds USD
Imports	2000	44%	34%	3%	13%	2%	2%	1%	25
	2018	32%	44%	12%	7%	2%	1%	1%	89
Exports	2000	36%	21%	25%	12%	1%	1%	3%	32
	2018	25%	37%	23%	7%	1%	1%	6%	107

Source : UN Comtrade

L'économie de l'Afrique du sud est assez diversifiée et bien développée dans le secteur des services, notamment financier<sup>77</sup>. Le pays est connu pour ses richesses minières, lesquelles représentent 53% de ses exportations, cependant le secteur des mines ne contribue que pour 8% au PIB.

Dans le top 100 des sociétés<sup>78</sup> qui réalisent le plus gros chiffre d'affaires sur le continent africain, près de 60% sont des sociétés qui réalisent leur chiffre d'affaires en Afrique du sud ou qui ont leur siège social en Afrique du sud. Parmi les entreprises sud-africaines très présentes sur le continent figurent notamment, plusieurs banques, dont la Standard Bank

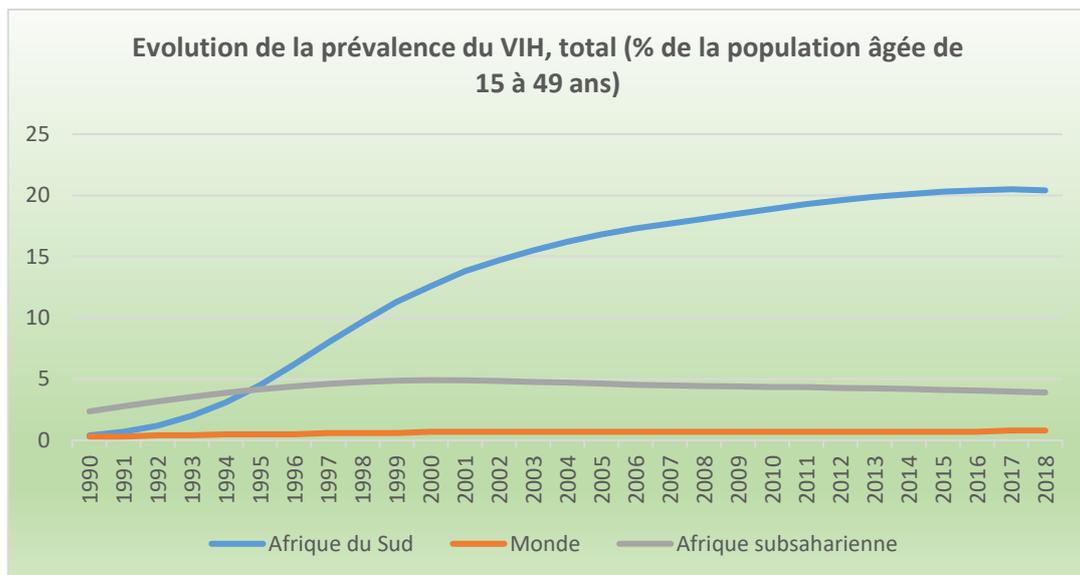
présente dans 20 pays africains et employant 51.000 personnes, la société d'assurances Sanlam présente dans 10 pays africains et employant 105.000 personnes, des sociétés de télécommunication, dont MTN présente dans 19 pays africains et employant 19.000 personnes, la chaîne de supermarchés Shoprite présente dans 15 pays africains et employant plus de 145.000 personnes.

Ces chiffres sont vraisemblablement à rapprocher des investissements directs à l'étranger de l'Afrique du sud dont le stock a plus que doublé entre 2010 et 2019<sup>79</sup> passant de 83 à 208 milliards d'USD. A l'inverse, le stock d'investissements directs en Afrique du sud a diminué de 15% depuis 2010, s'élevant à 151 milliards d'USD en 2019 (dont plus de 60% réalisé par les Pays-bas et le Royaume-Uni).

Enfin, le secteur de l'agriculture est un sujet de préoccupation en Afrique du sud. Malgré une surface agricole supérieure à celle du Nigéria, l'agriculture ne contribue que pour 2% au PIB<sup>80</sup> du pays (22% pour le Nigéria). En effet, la redistribution des terres confisquées<sup>81</sup> pendant la période ségrégationniste tarde à se mettre en place, malgré la nécessité de développer le secteur agricole. Le développement du secteur agricole pourrait également être une des solutions pour réduire le taux de chômage actuellement de 29% (2019), car la majorité de la population concernée est par ailleurs peu qualifiée et ne peut prétendre aux offres d'emploi d'autres secteurs qui connaissent une pénurie de main d'œuvre qualifiée.

## **LA DIFFICILE GESTION DE L'OUVERTURE**

L'Alien Control Act entré en vigueur en 1937 visait à restreindre l'entrée des étrangers dans l'Union sud-africaine, y compris des sud-africains noirs qui avaient leurs territoires réservés (bantoustans) et qui étaient de fait considérés également comme des étrangers. Cette loi fut amendée en 1995, l'Alien Control Act ne s'appliquant plus aux sud-africains noirs, mais uniquement aux étrangers hors les frontières de l'Afrique du sud. Cette loi sévère fut massivement appliquée dès la période de transition pour réguler le flux de nombreux africains venus de tout le continent vers l'Afrique du sud à l'annonce de la fin de l'Apartheid. En 1995, plus de 150.000 étrangers ont été expulsés<sup>82</sup>. La répression s'est accompagnée d'une large médiatisation qui a commencé à alimenter le sentiment xénophobe des sud-africains noirs alors en attente de la naissance d'une identité sud-africaine. Tandis que celle-ci tardait à arriver et que les inégalités se sont creusées, de nouveaux maux sont apparus qui ont accentué la xénophobie : drogue, proxénétisme, VIH<sup>83</sup> dont l'Afrique du sud détient le triste record du plus fort taux de prévalence au monde (1 adulte sur 5).



Source : Banque mondiale

Les violences xénophobes continuent d'être perpétrées conduisant à des signaux diplomatiques forts<sup>84</sup> que l'Afrique du sud est forcée de prendre en compte en appelant sa population à l'apaisement<sup>85</sup> et en envoyant des émissaires dans différents pays africains<sup>86</sup> pour rassurer les gouvernements.

Les blancs, les coloueds et les noirs continuent d'avancer sur leurs chemins séparés. Surtout, les noirs continuent de s'entasser dans les townships. La « Rainbow Nation » de Desmond Tutu n'a pas encore eu lieu, la formule a été largement utilisée par le sommet du système ces 25 dernières années pour faire illusion.

L'Afrique du sud a définitivement perdu sa place de première économie du continent par le PIB (elle est 4 fois moins peuplée que le Nigéria et son taux de fécondité est deux fois inférieur), néanmoins en prenant en compte également le PIB par habitant, l'Afrique du sud reste le pays le plus développé d'Afrique. L'Afrique du sud est en mesure de conserver cette place si elle entreprend ses réformes pour devenir enfin la nation arc-en-ciel.

### Quand le monde regarde « l'étonnante puissance du Ghana »

Voilà bien un pays anglophone, 28 millions d'habitants, pas très grand sur une carte et surtout très enclavé entre trois territoires francophones, la Côte d'Ivoire et le Togo et le Burkina Faso au nord sur qui les puissances étrangères à l'Afrique ne misaient pas très cher en termes de développement économique à l'aune des indépendances. En juin 2020, à l'heure où l'office national des statistiques du Ghana publie ses chiffres pour le premier trimestre de l'année en cours, l'économie a encore ses meilleurs atours. L'économie ghanéenne a crû de 4,9% au cours des 3 premiers mois de l'année 2020, en baisse par rapport aux 6% du premier trimestre 2019. Le secteur des services a enregistré la plus forte croissance (9,5%) pendant que celui de la construction légèrement baissé avec -1,7%.

En 2019, à la même époque, la croissance avait crû de 6%. Avec l'effet Covid-19, la fin d'année terminera en léger repli mais elle sera encore positive.

Le pays commence à récolter les fruits de son volontarisme économique commencé en 2016 avec un plan d'industrialisation. L'actuel pouvoir continue avec succès à s'investir dans ses deux locomotives, pour consolider la stabilité macroéconomique, l'enseignement supérieur gratuit pour tous et un soutien à l'industrialisation. Depuis 2018, l'inflation est en dessous des 10% et les principaux clignotants de l'économie sont au vert. Dans son hors-série de janvier 2020 consacré au continent africain, Jeune Afrique faisait remarquer qu'en matière de développement industriel et agricole, le Ghana « *se montre optimiste étant donné les accords d'assemblage de véhicules signés avec Toyota, Nissan, Volkswagen et Sinotruk. Et côté cacao, la taxe élaborée avec la Côte d'Ivoire pourrait générer des gains à court-terme. Et la campagne sera soutenue par un plan de financement de 1,3 milliard de dollars.* »

Le Ghana est « riche » d'un sous-sol généreux. De l'or et de la bauxite dans son sous-sol, 5 à 7 milliards de barils de réserve de pétrole au large de ses côtes et assez de fèves de cacao pour se classer deuxième producteur mondial. De quoi expliquer que le Ghana se retrouve champion de la croissance avec 6,2 % en 2018. Et pourtant, le pays revient de loin puisqu'il avait dû faire appel au Fonds monétaire international (FMI) en 2015 pour un emprunt frôlant le milliard de dollars.

Mais les temps changent et l'aide internationale ne séduit plus autant la classe dirigeante de ce pays. L'actuel président de la République ghanéenne, Nana Akufo-Addo, à la tête du pays depuis trois ans voit aujourd'hui les choses différemment. Il entend s'émanciper de l'institution de Bretton Woods et de trouver une voie pour développer sa propre industrie. Lors de son passage à Paris en juillet 2019, le chef de l'exécutif avait donné au quotidien Le Monde, son sentiment sur la réussite économique de son pays :

« Depuis mon arrivée déclarait-il, 44 entreprises ont déjà ouvert hors de la sphère de l'Etat. Au Ghana, l'Etat ne construit pas, mais encourage le privé à investir. Si l'on regarde plus spécifiquement mon programme de campagne, 84 usines sont programmées. Je ne sais pas si nous arriverons à 260, soit autant que de districts, mais il nous faut produire de la valeur ajoutée et fabriquer ce que nous consommons. (...) Il est important que notre population ait le sentiment de décider de son avenir sans être dépendant d'une tutelle. Le peuple ghanéen, comme les autres peuples avancés, comme tout le monde, a envie de prendre son destin en main et de créer la société qui lui convient. Si notre politique est rationnelle, disciplinée, nous avancerons comme cela s'est fait en Asie il y a plusieurs décennies. Mais il faut donner confiance au secteur privé, aux investisseurs. Et c'est ce que je voudrais faire. (...) Nous sommes en train de faire restructurer notre dette. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, le pays avait un taux d'endettement de 73 % du PNB. Avec la restructuration des années précédentes, on est plutôt aux alentours de 60 % et nous allons continuer dans ce sens. Et, lorsque la confiance sera rétablie, nous emprunterons moins cher. (...) Il faut qu'ici les gens ressentent qu'ils sont capables de vivre dans le monde, d'agir dans le monde, de travailler dans le monde et qu'ils ont des structures qui le leur permettent. Être encore sous la tutelle des Occidentaux, du FMI, soixante ans après l'indépendance, ça n'est pas une situation acceptable. »

Sur le registre du bien-être de ses citoyens, le Ghana a de quoi faire des jaloux. Il est le premier pays d'Afrique subsaharienne à avoir atteint l'objectif numéro 1 du millénaire pour le développement (OMD) en réussissant à diviser par deux le taux d'extrême pauvreté en moins de vingt ans. Grâce aux premières bonnes performances des années 2000, le Ghana a su tirer profit d'une économie riche en matières premières (or, bauxite, manganèse, mais aussi cacao, café, noix de cajou, etc.) sans oublier le pétrole.

L'un des principaux hommes politiques du Ghana, le panafricaniste Kwame Nkrumah (1909-1972)<sup>87</sup> a tenté après son indépendance de diversifier son économie et de réduire sa dépendance extérieure avec le développement d'une industrie lourde. Une série de grands projets est lancée, tels que le barrage de la Volta pour produire de l'électricité afin de soutenir l'industrialisation du pays. En politique extérieure, le Ghana fut très tôt à l'initiative de conférences à des fins panafricanistes, réunissant tant des délégations d'États indépendants que d'organisations anticolonialistes. Un premier pas vers une réalisation palpable du panafricanisme est tenté avec la Guinée<sup>88</sup> et le Mali<sup>89</sup>. En vain.

Le Ghana, redevient aujourd'hui un pays influent au-delà de ses frontières et original dans la politique qu'il met en place à cet effet. Il entretient de bonnes relations avec ses voisins, la Côte d'Ivoire et le Togo. Membre du Commonwealth, Il est également membre associé de l'Organisation internationale de la francophonie. L'enseignement de la langue de Molière y progresse. Au Ghana, l'enseignement du français sera bientôt obligatoire dans les écoles primaires et secondaires, d'après les déclarations de Kwesi Yankah, ministre d'Etat à l'Enseignement supérieur, lors de la cinquième Conférence sur l'enseignement supérieur et la recherche entre la France et le Ghana qui s'est tenue récemment à Accra. Début septembre 2019, une délégation de l'Université française de Grenoble Alpes était venue au Ghana explorer de nouvelles voies de collaboration avec les universités ghanéennes. La promotion de la langue française est assurément une priorité pour le gouvernement du Ghana. En 2018, dans un discours en français, le président ghanéen avait martelé son souhait de faire du Ghana, un pays bilingue anglais et français.

En déplacement présidentiel au Ghana, en 2017, Emmanuel Macron saluait en son hôte l'incarnation d'« une nouvelle génération de leaders en Afrique qui croit dans une nouvelle histoire pour l'avenir et la jeunesse. » Accompagné du premier ministre néerlandais, Mark Rutte — une façon de souligner que la diplomatie française entend impliquer davantage les Européens dans les questions africaines —, le chef de l'Etat en profitait au passage pour faire savoir que, selon lui « l'Europe » soit « derrière la Chine » au Ghana.

Culturellement, le Ghana exerce son influence bien au-delà de la sous-région.

Au cœur d'Accra, la capitale du Ghana, à quelques mètres de l'ambassade des États-Unis, se trouvent les tombes de l'Afro-américain W. E. B. Du Bois, personnalité marquante du mouvement des droits civiques, et de son épouse Shirley. Celui qui fonda, aux États-Unis, l'Association nationale pour la promotion des gens de couleurs, s'installa à Accra en 1961 dans le quartier de Labone, une zone résidentielle tranquille où il habita jusqu'à sa mort en août 1963. Le retour de WEB. Du Bois au Ghana était peut-être la manifestation d'un désir profond chez les Africains de la diaspora de retrouver leurs racines et de rentrer sur le continent. Du XVIe au XIXe siècle, le Ghana a été l'une des grandes plaques tournantes du commerce

transatlantique des esclaves. En septembre 2018 à Washington, l'actuel président du Ghana, lançait « l'Année du retour, Ghana 2019 » à l'intention des Africains de la diaspora, afin de donner un nouvel élan à la quête d'unité des Africains du continent. Depuis l'indépendance du pays en 1957, les dirigeants du Ghana ont tous essayé de séduire les africains de l'étranger. En 1962, la romancière afro-américaine Maya Angelou posa ses valises à Accra, capitale du Ghana. Plutôt que de rentrer aux États-Unis, où elle est connue comme chanteuse, danseuse (dans l'opéra de Gershwin Porgy and Bess), actrice (Les Nègres, de Jean Genêt) et militante des droits civiques, elle décida de rester sur le continent. Aujourd'hui comme hier, le Ghana entend œuvrer pour des économies encore plus inclusives dans la sous-région. Il s'est engagé pour 10 millions de dollars de financement pour le secrétariat du siège de la ZLECAF – une zone économique visant à intégrer encore davantage les économies de la sous-région- et qui pourrait voir le jour d'ici 2021.

## LE MAROC ET LE RWANDA... DEUX ETATS STRATEGES A LA LOUPE

### Le Maroc de Mohammed VI n'est pas celui de son père Hassan II

#### Présentation du Royaume chérifien

Le Royaume du Maroc est une monarchie constitutionnelle dirigée par le roi Mohammed VI. Son PIB est de 118,5 Mds \$ et son taux de croissance estimé de +2.9% en 2019 selon la Banque mondiale. Quant à sa dette publique elle constitue 84% du PIB.

Longtemps replié sur lui-même, le Royaume a réintégré les instances de l'Union Africaine le 30 janvier 2017 qu'elle avait quitté en 1984 suite à l'affaire du Sahara occidental. En outre le Maroc a obtenu l'accord de principe de son adhésion à la CEDEAO les 5 et 6 juin 2017 au 51e sommet de la CEDEAO à Monrovia. Ce retour du Maroc marque une stratégie offensive du Royaume de s'imposer en tant que puissance en Afrique et en Afrique subsaharienne en particulier où il essaye de marquer son influence et concurrencer les puissances traditionnelles présentes, à savoir la France, les USA, l'Angleterre, l'Allemagne, la Chine et la Russie. Cette nouvelle stratégie du Royaume rebat les cartes d'influence et installe le Maroc dans une confrontation économique dans cette région constituée de 48 pays dont 15 à fort potentiel économique (l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, le Gabon, le Ghana, le Kenya, la Namibie, le Mozambique, le Nigéria, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Sénégal et la Tanzanie).

#### Les leviers utilisés par le Royaume dans sa stratégie d'expansion en Afrique subsaharienne

Le Maroc met en œuvre sa stratégie via trois principaux volets : la diplomatie, le soft power (religieux, culturel, l'éducation et la santé) et la coopération sécuritaire renforcée.

### **a- La diplomatie éco-politique du Maroc**

La diplomatie a toujours été pour les rois successifs du Maroc un levier important de son influence à travers le monde. Elle est encore plus forte dans un monde en pleine mutation dans lequel chaque puissance se positionne et renforce sa présence. Les économies s'imbriquant, les pays puissants essaient de préserver leurs intérêts, leur hégémonie sur leur pré carré et l'étendent pour gagner des parts de marché. Cependant la notion de pré carré devient de plus en plus caduque. Fort de cette situation, le Maroc dans une nouvelle stratégie diplomatique a misé sur une approche plus régionale.

Ainsi le Maroc compte sur une coopération sud-sud qui va lui permettre de signer plusieurs accords de partenariat pendant les voyages du roi.

La période du 18 février au 8 mars 2014 reste ancrée dans l'histoire de la diplomatie marocaine, période pendant laquelle le souverain marocain visite tour à tour le Mali, la Côte d'Ivoire, la Guinée, et la Gabon. Ce qui a intrigué les observateurs c'est le contenu de cette visite qui pourrait être qualifié d'éco-diplomatique tant le sujet économique était central. C'était une démarche inédite du Royaume chérifien. Cette tournée bien que politique pour ce qui est du renforcement de l'influence du Maroc en Afrique subsaharienne, avait une visée économique de par la vingtaine de chefs d'entreprises marocaines qui faisaient partie de la délégation. Parmi elles, trois grandes banques, des sociétés d'assurances, des télécommunications, Royale Air Maroc, les principales sociétés d'immobilières et autres entreprises stratégiques. Il est à noter que trois banques marocaines sont sur les 5 dernières années les meilleurs acteurs des systèmes bancaires de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). Cette percée s'étend également en Afrique centrale avec le rachat de groupes régionaux d'assurance. Il en va également de la société de télécommunication du Maroc, Maroc Télécom qui en s'implantant au Gabon, au Burkina Faso, en Mauritanie et au Mali est devenu au fil du temps l'une des meilleures entreprises du secteur de la télécommunication.

Les produits issus de l'agriculture du Maroc sont de plus en plus présents dans les pays d'Afrique subsaharienne où le géant OCP approvisionne également en engrais. En Côte d'Ivoire, le Maroc est également très présent dans le secteur de l'immobilier, suite aux programmes engagés par le gouvernement en matière d'habitat social. La forte croissance de l'urbanisation des villes africaines profite aussi aux sociétés immobilières marocaines connues pour leur sérieux et leur professionnalisme.

Toutes ces entreprises ont fait partie de la délégation royale, avec une stratégie sous-jacente du Maroc consistant à faire ratifier sans délai les décisions de coopération prises sur place. Belle stratégie d'encercllement cognitif de l'Afrique Subsaharienne par le Royaume. Cette stratégie est également utilisée lors des forums économiques organisés dans certains pays où le roi séjournait parfois 5 jours. Ces jours mis à profit en passant en revue tous les domaines permettant cet encercllement cognitif et donnant des résultats tangibles. Parmi les accords signés, on peut compter 18 accords de partenariat et de coopération avec le Mali, 26 accords avec la Côte d'Ivoire dans des domaines divers et variés avec des avantages réciproques : appui aux exportations, coopération touristique, les zones industrielles, la pêche et les

activités portuaires dans certains pays côtiers. Certains accords couvrent des aspects sociaux ou culturels, allant d'accords-cadres pour l'enseignement supérieur et la recherche en Côte d'Ivoire à la formation des imams au Mali.

Comme le résume Paul Derreumaux dans une rubrique parue sur son blog :

*« Stratégiquement comme tactiquement, ce voyage est donc une réussite éclatante pour le Maroc et pour son souverain. Ceux-ci ont tous deux occupés totalement l'espace médiatique des quatre pays visités durant ces vingt jours. En choisissant à chaque fois ce séjour prolongé, Mohamed VI a en effet délibérément adopté une approche différente des visites éclairs que les Présidents des premières nations du monde, France comprise, effectuent toujours en Afrique. Pour les Africains, pour lesquels le temps n'est pas une denrée rare, ce choix est très apprécié et le message est clair : à la différence de beaucoup, le Maroc ne voit pas l'Afrique comme une destination parmi d'autres mais comme une vraie priorité.*

*De plus, l'organisation, méticuleusement préparée selon les souhaits marocains, a été spécialement efficace. En fin stratège qu'il est, le souverain chérifien a donc bien atteint tous ses objectifs économiques et, au moins dans son pays, politiques comme semblent le montrer les commentaires émis à la suite de sa mission. L'attention accordée par le Maroc – deuxième investisseur du continent dans les pays d'Afrique subsaharienne après l'Afrique du Sud – flatte les pays visités et ouvre pour ceux-ci des perspectives séduisantes d'implantation de nouvelles entreprises et de réalisation de divers investissements, et donc de soutien au développement annoncé aux populations. Celles-ci ont par ailleurs, avec leur placidité habituelle, globalement accepté la place omniprésente laissée au Maroc dans leur pays pendant près d'une semaine. A la différence des puissances historiques sur le continent qui ne privilégient que leur intérêt, le Royaume adopte une stratégie plus humaine, compatible avec la culture subsaharienne. »*

#### **b- Le soft power religieux, culturel, l'éducation et la santé**

Le deuxième volet utilisé par le Royaume afin de maintenir son influence en Afrique subsaharienne est l'utilisation du soft power religieux. Ce soft power consiste en une lutte contre le salafisme et le wahhabisme.

Le salafisme considéré comme un islamisme radical, prône le retour aux pratiques des « pieux ancêtres », à savoir la génération du Prophète et les deux suivantes. Ce mouvement, à la fois religieux et politique, se base sur une interprétation rigoriste du Coran et de la tradition prophétique et rejette toute « innovation blâmable ». Le salafisme connaît plusieurs tendances : prédication (entre pédagogie et violence symbolique), action militante (violence physique). Quant au wahhabisme, il s'agit d'un courant islamique qui veut revenir aux sources de l'islam, c'est-à-dire qui veut que les musulmans vivent comme les musulmans vivaient au 1er siècle de l'islam. C'est donc un mouvement revivaliste, passéiste, rigoriste, qui s'appuie sur une interprétation littérale du Coran et de la tradition prophétique. Il vise à remettre en place une société musulmane, selon les premiers principes de la religion. La différence entre ces deux courants se traduit par ceci que le wahhabisme se différencie par l'application stricte de la charia. Le salafisme envisage éventuellement d'avoir une vie spirituelle, comme la vie du prophète, mais n'envisage pas la vie pratique. Le wahhabisme envisage à la fois une conformité de la doctrine à l'époque du prophète et de la pratique de la charia et de la

pratique religieuse comme à l'époque du prophète. Le wahhabisme est donc le pendant pratique applicatif du salafisme.

Le Royaume souhaite empêcher la propagation de ces deux courants religieux dans ses zones d'influence en Afrique subsaharienne. Pour ce faire, le Maroc met en œuvre sa politique de construction de mosquées, de formation d'Imams et autres coopérations en matière religieuse. C'est ainsi qu'en Côte d'Ivoire, le pays a financé la construction d'une grande mosquée baptisée Mohamed VI, qu'au Mali, plus de 500 Imams ont été formés, au Sénégal ce sont les confréries Tidiane (malékisme).

Le Maroc finance également des centres culturels en vue de promouvoir la culture et l'art marocain et permettre à sa diaspora de se retrouver. A côté de tous ces instruments d'influence le Royaume utilise son dispositif d'éducation. A savoir ses universités, ses grandes écoles qui attirent les étudiants de l'Afrique subsaharienne par la qualité de ses formations, avec le cas échéant l'octroi d'une bourse. Aussi, notons que le Maroc est le premier pays francophone à ouvrir une école de guerre économique. Comme on le voit le Royaume se dote par la formation le pouvoir d'affiner sa stratégie en matière de guerre économique et informationnelle. Il anticipe donc sur la guerre du futur qui sera à coup sûr une guerre cognitive de l'information.

Dans le domaine de la santé le Maroc dispose d'infrastructures de santé à haute technologie qui manquent aux pays d'Afrique Subsaharienne. En cela la destination du Royaume est devenue un lieu de tourisme médical. Les décideurs et les cadres des pays d'Afrique subsaharienne s'y déplacent pour des contrôles ou pour se soigner abandonnant la destination des pays développés, ses tracasseries administratives et le cout élevé des soins.

### **c- La coopération sécuritaire renforcée**

Selon Axel Augé dans sa note<sup>90</sup> concernant « Les opérations de paix du Maroc : un axe majeur de la politique extérieure du pays » pour l'observatoire Boutros-Ghali du maintien de la paix paru en Novembre 2019, « *le Royaume du Maroc est un acteur essentiel des opérations de paix de l'Organisation des Nations unies. Depuis son adhésion à l'ONU en 1961, le Royaume chérifien s'est sans cesse engagé pour la stabilité des territoires en conflit auprès des Nations Unies. Les Forces armées royales (FAR) ont mené plusieurs missions dans le monde, en Europe, en Afrique, au Moyen-Orient et à Haïti, pour consolider la paix et protéger les populations. Ces opérations ont développé, auprès des professionnels civils et militaires marocains engagés dans la mise en œuvre des opérations de paix (OP), une culture du système des Nations unies. Les diplomates (au siège de l'ONU à New York), les fonctionnaires des ministères impliqués dans la définition du format de contribution (la Défense nationale, les Affaires étrangères) et les experts (conseillers militaires et officiers d'état-major) possèdent une bonne connaissance des procédures onusiennes relatives à la génération de force et aux règles administratives, financières et techniques pour correspondre aux standards opérationnels établis par les Nations unies. À l'instar des autres contributeurs, le Maroc mobilise son expérience dans les OP comme levier de rayonnement sur la scène internationale. Le statut d'acteur de la sécurité reste un enjeu pour Rabat qui estime qu'une bonne image internationale et la confiance des partenaires augmentent son influence et ses marges de manœuvres sur les grands enjeux*

*diplomatiques touchant à ses intérêts. L'expérience historique du Royaume dans le maintien de la paix renforce aussi ses savoir-faire. Si bien que sa trajectoire comme contributeur lui permet de promouvoir des pratiques vertueuses susceptibles d'ériger le pays en modèle et d'inspirer d'autres partenaires moins familiers avec le système de l'ONU, notamment dans les domaines du genre, de la protection des civils, de l'amélioration du dialogue triangulaire ou de l'attractivité des écoles militaires de formation marocaines. Ces pratiques touchent à l'existence d'une vision politique et doctrinale intégrant les OP comme axe de la politique extérieure ou de sécurité reposant sur un ensemble d'institutions dédiées qui permettent l'appropriation culturelle des exigences des Nations unies en matière de maintien de la paix. »*

Le Royaume bien que s'étant retiré de l'OUA s'est toujours engagé dans les opérations de maintien de la paix des Nations Unies, notamment en Somalie à deux reprises en 1992 et 1994, en République du Centre-Afrique, en République Démocratique du Congo et en Côte d'Ivoire. Le pays forme également les armées africaines avec lesquelles des coopérations sont signées dans divers domaines (Côte d'Ivoire, Guinée, Djibouti, Togo, Mali). En 2013 pendant deux semaines, Rabat avait déployé dans le cadre de sa coopération militaire avec le Mali un hôpital militaire encadré par plus de 100 personnes pour des prestations médicales dans diverses spécialités.

### **Les résultats de la guerre économique du Maroc en Afrique subsaharienne**

Rabat peut s'enorgueillir de ses stratégies d'influence en vue de tenir la dragée haute aux puissances dans la guerre économique et l'encerclement cognitif menée en Afrique subsaharienne. On dénote les statistiques du Doing business 2020 qui classe le Maroc 3<sup>e</sup> plus grande puissance économique en Afrique derrière Maurice et le Rwanda, le site Talent d'Afrique classe le Maroc 5<sup>e</sup> pays dont l'économie est la plus compétitive en Afrique. Le magazine « Jeune Afrique » titre « L'Afrique de l'Ouest, premier partenaire commercial du Maroc en Afrique subsaharienne »<sup>91</sup>.

*« La dernière étude de l'Office des changes marocains, chargé de calculer les statistiques des échanges extérieurs et de la balance des paiements, révèle une explosion des échanges commerciaux entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne entre 2008 et 2016. L'Afrique de l'Ouest apparaît comme un partenaire privilégié du royaume. Entre 2008 et 2016, le royaume chérifien a dégagé un solde commercial excédentaire avec l'Afrique sub-saharienne, en croissance annuelle moyenne de 9,1%, de 1,3 milliard de DH (120 millions d'euros) en 2008 à 11,9 milliards de DH en 2016, révèle une étude de l'Office des changes marocains<sup>92</sup>. L'Afrique de l'ouest se démarque des autres régions. Les exportations du Maroc à destination de cette zone ont triplé depuis 2008, passant de 3,2 milliards de DH à 10,2 milliards de DH en 2016. Les importations en provenance de cette région sont, elles, plus faibles, avec une moyenne annuelle de 1,4 milliard de DH sur la période. Le Maroc a gagné des parts de marché dans la zone, de 0,5% en 2008 à 0,9% en 2015. »*

Et de conclure que « *l'Afrique de l'Ouest arrive également en tête des régions destinataires des investissements directs marocains en Afrique subsaharienne, avec une moyenne de 64,7% sur les cinq dernières années.* »

### **Le Rwanda de Paul Kagame veut compter**

Le Rwanda est un petit pays (26.338 km<sup>2</sup>) de 13 millions d'habitants. Il bénéficie d'un climat tempéré, doux et humide. Le relief est particulièrement montagneux puisque l'ensemble du pays se situe au-dessus de 1.000 m d'altitude et la moitié de sa superficie totale s'étend entre 1.500 et 2.000 m. La majorité de la population vit dans des régions d'altitude moyenne, « c'est le pays aux mille collines ».

Pauvre en ressources naturelles, le Rwanda a fondé son développement sur une économie agricole. L'agriculture toujours prospère rend néanmoins dépendante de la fluctuation des cours.

L'économie rwandaise est centrée d'une part sur la culture vivrière, d'autre part sur deux cultures d'exportation, le thé et le café. Le café représente à lui seul environ 60 à 80 % des recettes d'exportation.

L'accroissement démographique sur le territoire exigu a entraîné une densité de population extrêmement importante. Alors que l'on comptait 292 habitants au km<sup>2</sup> en 1993<sup>93</sup>, aujourd'hui la densité avoisine 500 habitants au km<sup>2</sup>, soit dix fois plus que la moyenne en Afrique subsaharienne.

Au cours de la dernière décennie, le Rwanda est parvenu, avec l'appui de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), à mettre en place d'importantes réformes économiques et structurelles et à maintenir une croissance soutenue.

Selon la Banque Mondiale :

*« Les investissements publics ont constitué le principal moteur de la croissance ces dernières années. Ces investissements ont été financés, pour partie importante, par des dons et des prêts concessionnels et non concessionnels. Mais le ralentissement économique enregistré en 2016 et 2017 a mis en évidence les limites d'un modèle de croissance porté par le secteur public. À l'avenir, le secteur privé jouera un rôle moteur plus important dans la croissance économique. Le faible niveau de l'épargne et des compétences, ainsi que le coût élevé de l'énergie, font partie des principaux obstacles à l'investissement privé. Un secteur privé plus dynamique aidera à assurer un taux d'investissement élevé et à accélérer la croissance. La promotion de l'épargne intérieure apparaît en outre comme un facteur déterminant. La forte croissance économique du Rwanda s'est accompagnée d'une amélioration significative des conditions de vie : le taux de mortalité infantile a baissé de deux tiers et le pays a presque atteint l'objectif d'éducation primaire universelle. Le Rwanda a beaucoup progressé dans l'accès aux services et dans les indicateurs de développement humain en donnant la priorité aux politiques publiques et*

*initiatives endogènes. Le taux de pauvreté a baissé de 44 % en 2011 à 39 % en 2014 tandis que le coefficient de Gini, qui mesure le niveau des inégalités, est resté inchangé à 0,45 ».*

A cela s'ajoute une restructuration de l'armée Rwandaise pion essentiel dans le maintien de la stabilité du pays, gage de prospérité économique et de protection des investissements privés.

Ainsi le pays essaie des stratégies d'intelligence économique pour d'une part protéger son économie, la diversifier et étendre son influence en dehors de son territoire plus particulièrement dans les régions des Grands Lacs et également projeter son image dans les pays d'Afrique subsaharienne.

En 2015, le pays se classe au plan mondial, 1er sur le progrès de développement humain, 7e pour la meilleure gouvernance, son taux de croissance annuel est de 8% et sa croissance industrielle de 7,2%. Les leviers de puissance du Rwanda sont sa puissance militaire, l'éducation par la notion « d'itorero », un canal de transmission entre la nation et la culture véhiculant des valeurs telles que l'unité, le patriotisme, l'héroïsme, l'humanité, la mentalité rwandaise et son soft power qualifié de « Smart Africa ».

### **La diplomatie d'influence militaire du Rwanda**

En 1994, le Rwanda sort d'une guerre civile qui a entraîné le génocide de près de 800 000 personnes. Son président, ancien rebelle du FPR adoubé par l'Ouganda, rêve d'indépendance et le fait savoir à plusieurs occasions. Le président P. Kagame lors d'une visite en 1995 en Ouganda va rappeler dans un discours le rôle joué par son mouvement FPR dans le bien-être des Ougandais. Sur le plan militaire le Rwanda va participer activement à la chute de Mobutu en 1997, par l'aide matériel et militaire à la rébellion de Laurent Désiré KABILA. Dès lors le Rwanda devient un acteur majeur dans la région des Grands Lacs, ce qui fait dire à Filip Reyntiens que « le Rwanda se positionnait ainsi pour assumer un leadership régional »<sup>94</sup>

Par la suite le 15 juin 1997, Denis Polisi de passage à Bruxelles, alors secrétaire général du FPR, affirmait que le Rwanda était devenu une pièce maîtresse : « Plus rien ne pourra se faire désormais (dans la région des Grands Lacs) sans passer par le Rwanda », et d'ajouter que « le Rwanda vient de résoudre le problème du Zaïre et s'apprête à en résoudre d'autres dans la région »<sup>95</sup>.

Le constat est que le Rwanda compte sur son armée qui compense désormais sa petite taille. Joignant l'acte à la parole le Rwanda muscle son dispositif militaire dans la région, occupe l'est du Congo son grand voisin, sous le motif de lutter contre la rébellion Hutu en protégeant sa frontière extérieure. Mais le Rwanda est accusé par le Congo et plusieurs organisations d'en profiter pour piller le sous-sol riche.

Le Rwanda sera également cité dans la déstabilisation du Burundi en enrôlant des réfugiés burundais dans une opposition armée contre le régime du président burundais. Ce comportement interventionniste du Rwanda a été qualifié de « comportement déstabilisateur » par Thomas Perriello, émissaire spécial du gouvernement américain pour l'Afrique des

Grands Lacs. Cette accusation a également été portée par des experts de l'ONU dépêchés dans la région. La stratégie de la pression militaire du Rwanda sur ses voisins lui permet d'asseoir son hégémonie militaire et au-delà d'être incontournable dans la région au point de fâcher Washington, historiquement son allié. Les relations s'étant refroidies en raison du rôle jugé néfaste du régime du président Paul Kagame dans la stabilité de l'Afrique des Grands Lacs.

### **Le projet « Smart Africa » ou le soft power made in Rwanda**

Pour le président Kagame initiateur du projet, « *la création de Smart Africa témoigne de la détermination du Rwanda à mettre en place le bon environnement politique et réglementaire qui encouragera les partenariats, l'esprit d'entreprise, la création d'emplois et le partage des connaissances. L'évolution vers une économie fondée sur les TIC et la connaissance vise ensemble à accroître la compétitivité de l'Afrique dans l'économie mondiale. Les TIC ont la capacité d'égaliser les règles du jeu mondiales, de libérer le capital humain et d'exploiter tout son potentiel* ». Cette initiative vise à accroître le leadership du président Paul KAGAME en Afrique. Elle engage 30 pays africains et des organisations internationales dont la BAD et la Banque mondiale. Le projet prend forme en janvier 2014, par l'approbation du Manifeste Smart Afrique par tous les chefs d'État et de gouvernement de l'Union africaine lors de la 22e session ordinaire de l'Assemblée de l'Union africaine à Addis-Abeba. Cet événement place le Manifeste au cœur de l'agenda des TIC en Afrique. La Smart Africa Alliance représente plus de 700 millions de personnes.

### **Le développement des services levier d'encerclement cognitif du Rwanda**

Le projet de Smart Africa s'adresse à tous les pays, au-delà de l'Afrique subsaharienne. Le financement des projets innovants se fait à travers « Smart Africa » dont le siège se trouve à Kigali. Smart Africa finance aussi bien les Etats que les entreprises. Le Rwanda devient ainsi une terre de dépôt de brevets, s'industrialise et exporte son expertise en matière de services innovants.

### **Le Rwanda et les Etats-Unis en guerre commerciale sur le textile**

En 2016, le Rwanda affronte les Etats-Unis dans une guerre commerciale sur le textile. En effet le Rwanda a décidé de privilégier le textile « made in Rwanda » aux vêtements friperies importés pour la grande partie des USA qui détruisait son économie textile.

La stratégie pour juguler cette invasion du textile à bas coût a été d'augmenter les droits de douane à l'exportation en les multipliant par 12 sur les habits et par 10 les chaussures.

Menacé par Washington, le président rwandais en 2017, faisait savoir que la menace américaine n'influerait en rien sur la décision de son pays. Le président Paul Kagame déclarait ceci dans le journal tanzanien The Citizen : « Nous sommes mis en situation de devoir choisir : soit d'être le destinataire de textiles de seconde main (...), soit de développer notre industrie

textile, ce à quoi les Rwandais ont droit même si c'est au détriment de notre participation à l'AGOA». La réponse de Washington le 30 juillet 2018 a été de supprimer les avantages commerciaux accordés au Rwanda dans le cadre de l'AGOA sur les vêtements rwandais.

## GUERRE INFORMATIONNELLE ENTRE PAYS FRANCOPHONES ET PAYS ANGLOPHONES

### Indicateurs choisis

#### Le Doing business

Le projet « Doing Business » permet de mettre en relief les éléments importants pour la pratique des affaires dans les différents pays en Afrique. Le projet trace les lignes directrices d'un développement économique dans le sens de faire comprendre aux uns et aux autres que l'un des continents à venir reste l'Afrique avec ses ressources humaines et naturelles. Le « Doing Business » vient pour des réformes importantes dans le secteur privé des pays bénéficiaires. (Source : Banque mondiale)

#### L'indice de développement humain (IDH)<sup>96</sup>

Créé en 1990 par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), l'indice de développement humain est un indice qui classe l'ensemble des pays selon trois critères :

- Le niveau de vie : mesuré par le PIB par habitant
- La santé : mesurée par l'espérance de vie à la naissance ;
- Et l'éducation : mesurée par le taux d'alphabétisation des adultes et le taux brut de scolarisation.

L'indice classe les pays sur une échelle allant de 0 à 1 (0 étant le plus mauvais et 1 le meilleur).

#### Le taux de croissance

Le taux de croissance d'une grandeur (PIB, chiffre d'affaires, salaire, etc.) mesure son évolution d'une période à l'autre (mois, trimestre, année). Il est très généralement exprimé en pourcentage. Ainsi, le taux de croissance du PIB entre l'année (n-1) et l'année n est donné par la formule :  $((\text{PIB}_n - \text{PIB}_{n-1}) / \text{PIB}_{n-1}) * 100$ . (Source : INSEE)

### Eléments de comparaison entre pays francophones et pays anglophones

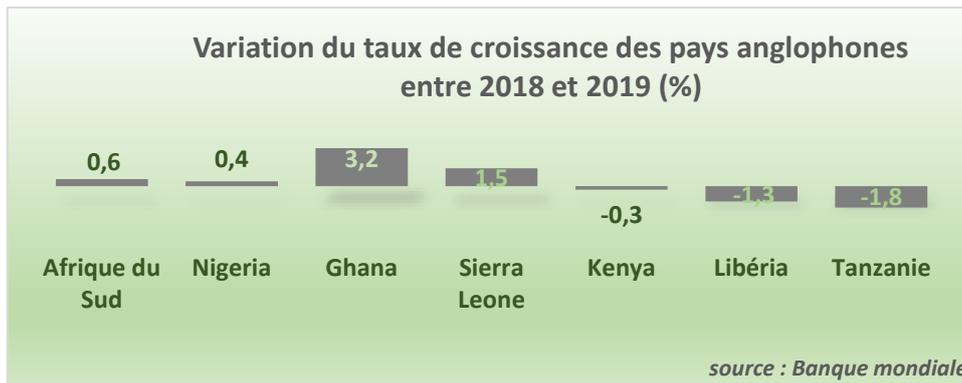
## Tableau des indicateurs économiques

Indicateurs économiques	Classement Doing Business en Afrique 2020	Classement des pays africains par PIB (Rang).	Classement des pays africains par PIB Mds Dollars	Taux de croissance en 2018	Taux de croissance en 2019	Augmentation du taux de croissance entre 2018 et 2019	Classement Indice de développement humain en Afrique 2018
<b>Pays francophones</b>							
Sénégal	19	19 <sup>ème</sup>	26	6,7	6	-0,7	31
Côte d'Ivoire	13	12 <sup>ème</sup>	49,4	7,4	7,2	-0,2	35
Cameroun	37	15 <sup>ème</sup>	40,13	4,1	4,2	0,1	21
Togo	9	-	-	4,9	5,1	0,2	33
Guinée Conakry	31	-	-	6,2	6	-0,2	40
RDC	47	13 <sup>ème</sup>	46,12	5,8	4,4	0,6	41
RCA	48	-	-	3,8	4,8	1	52
<b>Pays anglophones</b>							
Afrique du Sud	6	2 <sup>ème</sup>	385,53	3,6	4,2	0,6	8
Nigeria	20	1 <sup>er</sup>	447,01	1,9	2,3	0,4	24
Ghana	17	10 <sup>ème</sup>	57,23	5,6	8,8	3,2	14
Sierra Leone	35	-	-	3,5	5	1,5	48
Kenya	4	7 <sup>ème</sup>	98,26	6,1	5,8	-0,3	16
Libéria	42	-	-	1,2	-2,5	-1,3	45
Tanzanie	25	9 <sup>ème</sup>	60,3	7	5,2	-1,8	22

Source : [Banque mondiale](#)



Les grands pays francophones comme la Côte d'Ivoire et la Sénégal ont un taux de croissance négatif préjudiciable pour leur économie, tandis que les Etats moins puissants affichent de meilleures performances.



Du côté des pays anglophones, les grandes puissances comme le Nigéria, l’Afrique du Sud et le Ghana ont des taux de croissance stables ou très positifs.



Ce sont des pays anglophones à nouveau qui sont en tête du classement Doing business (Afrique du Sud et Kenya).



Les pays anglophones ici démontrent que leur croissance est inclusive, ce qui est moins visible dans les pays francophones.

### La guerre informationnelle entre pays francophones et pays anglophones

## **Le cas du Ghana et de la Côte d'Ivoire sur la question du cacao**

La Côte d'Ivoire et le Ghana représentent 60% de la production mondiale de cacao dans le monde. Toutefois une guerre informationnelle existe sur la qualité du produit qui est vantée par les deux Etats. Selon les autorités ivoiriennes, la Côte d'Ivoire qui est le premier producteur mondial avec une production de 40% a une meilleure qualité de produit que son voisin.

L'Etat ivoirien reproche aux autorités ghanéennes de ne pas mettre en place un dispositif conséquent pour freiner les ventes frauduleuses du cacao ivoirien sur son territoire. En effet, plusieurs producteurs et coopératives sont attirés de nos jours par les différents prix pratiqués au Ghana par les acheteurs.

Aussi, la campagne d'intoxication sur le travail des enfants dans les plantations de cacao ivoiriennes met à mal le pays dans sa commercialisation et ses recettes fiscales et douanières.

Du côté de l'Etat ghanéen, on se réjouit car la campagne d'intoxication qui jette le discrédit sur la fève d'origine ivoirienne porte ces fruits. En effet, sur le marché international, on assiste à une décote des recettes de l'Etat ivoirien et entraîne une baisse des prix aux producteurs. La campagne 2018-2019 vient renforcer l'attractivité des ventes de cacao au Ghana et les effets de la campagne d'intoxication qui lui profite bien. Les prix pratiqués sur cette période pendant la campagne sont de 750 FCFA/Kg en Côte d'Ivoire contre 850 FCFA/Kg chez son voisin.

### **Les éléments d'encerclement cognitifs**

## **Le cas du Nigeria et de la Côte d'Ivoire sur la nouvelle monnaie « ECO »**

Annoncée en grande pompe le 21 décembre 2019 par le président ivoirien, Alassane Ouattara en présence de son homologue Français, le président Emmanuel Macron, la fin du Franc CFA pour l'Eco a été très mal perçue par les pays anglophones de la CEDEAO, notamment le Nigéria qui fait figure de géant économique dans la zone.

Pour les pays anglophones tous les aspects techniques et les accords de coopération économique du retrait des pays francophones du FCFA (Franc de la Communauté Financière en Afrique) n'ont pas encore été très clairs vis-à-vis de la tutelle française pour leur imposer l'ECO qui doit être la nouvelle monnaie en juin 2020 des pays de l'UEMOA. Pour la partie anglophone dont le Nigéria, le Ghana, la Gambie, la Sierra Leone et le Libéria de la CEDEAO, il faudra clarifier les aspects comme :

- La parité de la monnaie « ECO » contre l'Euro.
- Les questions des comptes d'opération des pays francophones qui se trouvent au trésor français.
- La problématique de l'arrimage de l'ECO à l'EURO.
- Les conditions de production de la monnaie et de sa flexibilité en période d'inflation.
- La cogestion de monnaie avec la France.

Pour le Nigéria, pour aller définitivement tous à l'ECO, il faut que les pays de l'UEMOA coupent tous les liens qui existaient depuis 1945, date de création de la monnaie.

Le président ivoirien souhaite pour les huit (08) Etats de l'union à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo, que l'ECO reste arrimer à l'EURO avec la même parité du FCFA, c'est-à-dire 1 Euro = 655,957 FCFA. Selon lui, cela donnera une certaine garantie à la monnaie dans des situations de crise économique que pourrait connaître la zone.

Il est soutenu dans cette démarche par le Sénégal qui fait figure de deuxième puissance économique de la zone UEMOA. Pour les pays d'Afrique subsaharienne qui ont le français comme première langue officielle, l'économie sénégalaise est deuxième avec 16,963 milliards \$ quand la Côte d'Ivoire est première avec 38,496 milliards \$. Les deux grandes puissances de l'UEMOA contrôlent la zone et imposent aux autres leurs pensées afin d'orienter les autres Etats. C'est aussi dans cette perspective qu'Allasane Ouattara, a indiqué que tous les pays de l'UEMOA vont adopter l'ECO en juin 2020 en remplacement du FCFA.

Avec 60 à 70% du PIB de la CEDEAO, le géant Nigéria est très prudent face à l'ECO, la nouvelle monnaie que devrait utiliser les 15 membres de l'union à l'avenir. Pour l'actuel ministre nigériane des Finances, Zainab Shamsuna Ahmed, les critères de convergence doivent être purement et simplement respectés. Ces principaux éléments de blocage sur le consensus de l'ECO sont :

- Un déficit budgétaire qui n'excède pas les 3%.
- Une inflation de moins de 10%
- Une dette inférieure à 70% du PIB

Pour l'instant au regard des critères de convergence, seul le Togo est capable de les respecter. Pour les autres, il faut encore beaucoup d'effort de restriction budgétaire si tout le monde veut être au même diapason et asseoir cette monnaie communautaire.

Pour les économistes nigériens, il faut que la monnaie ne soit pas gérée par Paris afin de donner la souveraineté monétaire des pays de l'union. Selon eux, vu que le « NAÏRA », la monnaie du pays n'est pas convertible, il faudra qu'elle le soit pour commercer à l'international. Il faut que Paris ne soutienne plus les pays francophones pour garantir la compétitivité des activités économiques dans la zone. Aussi, pour les pays anglophones, si la France soutien encore les pays de la zone UEMOA dans cette configuration de l'ECO, cela posera nécessairement un problème de gouvernance dans les Etats. En effet, le Nigéria cherche à protéger son marché, diversifier son économie et s'industrialiser sans pour autant attendre les autres. Le pays se dit que c'est le moment d'avoir une audace et du leadership fondés sur une vision claire des intérêts vitaux

## **Conclusion**

Selon le classement établi par la Fondation Mo Ibrahim (entrepreneur milliardaire anglo-soudanais) pour la bonne gouvernance 2015, les pays qui occupent la tête du peloton sont tous anglophones et il s'agit de l'Ile Maurice, de l'Afrique du Sud, du Ghana. Alors que ceux qui ferment le classement sont en grande majorité francophones. Réactualisé chaque année, les gagnants et les perdants varient peu.

Selon le Fonds monétaire international (FMI), les pays anglophones ont eu une croissance très enviable de 6 à 7%. En 2010 et 2011, leur croissance a même tutoyé la barre des 8%, hors

produits pétroliers. Alors que les pays de la zone franc, à savoir les huit membres de l'UEMOA (Union économique et monétaire ouest-africaine) et les cinq Etats de la CEMAC (Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale) ont enregistré une croissance moyenne beaucoup plus faible, durant la même période, passant de 3,4% en 2009 à 4,9% en 2015, avec un pic de 6,1% en 2012.

Parmi les bons points cités délivrés par les milieux économiques, les pays subsahariens anglophones sont les mieux disposés à glaner les bons suffrages. Ils passent pour être plus réformateurs de leur environnement des affaires. Le premier TGV (Train à grande vitesse) de l'Afrique de l'Ouest a vu le jour en 2016... au Nigéria.

Pour le professeur béninois des Relations internationales à l'Institut Pratique du journalisme de France (IPJ), Francis Laloupo, les choses s'expliquent ainsi : « A l'origine de cet écart, a-t'il dit à Forbes Afrique, il y a le politique et par conséquent l'économique et le culturel. (...) les anciennes colonies françaises ne se sont pas bien préparées à l'Indépendance. Ces pays peinent toujours à s'assurer une autonomie complète. Ce qui explique, en partie, les incessants déplacements de certains chefs d'Etats à destination de Paris. La dépendance de ces pays d'Afrique francophone à l'égard de la France est régie, par un "pacte colonial qui sert en premier les intérêts français. (...) Au plan économique, le Franc CFA hérité de la colonisation et qui est arrimé à l'euro ne permet pas aux États africains francophones de mener une politique monétaire correspondant à l'état de santé de leurs économies respectives. Car, le FCFA est piloté à partir de la Banque centrale européenne (BCE) qui reçoit les réserves des pays de l'UEMOA et de la CEMAC. (...) Ce handicap de taille empêche l'industrialisation des pays francophones qui se contentent jusque-là d'une économie de services peu rentable, à grande échelle (...) Si le Nigéria pèse lourd, aujourd'hui, sur le plan économique et à l'échelle continentale et mondiale, c'est parce qu'il a très tôt investi dans l'industrialisation ainsi que dans la migration d'une économie de consommation vers une autre de transformation ».

Au niveau culturel, Francis Laloupo considère que « les anglophones sont mieux armés pour la mondialisation, vu que la langue de Shakespeare domine le monde. D'autant qu'ils disposent d'un système éducatif mieux ouvert et plus adapté au marché de l'emploi ».

A ceci s'ajoutent des traditions politiques différentes héritées de la période coloniale. La Grande Bretagne ayant un régime parlementaire plus « poussé » que celui de la France, les pays anglophone ont pu mieux faire partager les décisions à prendre en matière de souverainisme économique en associant ainsi étroitement la représentation nationale. Dans le futur, les pays francophones qui ont calqué leur système administratif sur celui de la France continueront à se développer avec en appuyant en même temps sur le frein et sur l'accélérateur. Même si la mort du franc CFA, annoncée à Abidjan fin 2019 au profit de l'ECO, une monnaie qui serait utilisée à terme par huit pays francophones et presque autant chez les anglophone, serait de nature à remettre le couvert pour de nombreux débats économiques africains.



## CONCLUSION

Les prévisions montrent que la croissance des pays développés tend à diminuer et que la croissance mondiale sera portée par les pays en développement, plus particulièrement par les pays d'Afrique. C'est une issue logique car l'Afrique revient de loin, mais le temps n'est pas si loin où l'on était persuadé qu'elle ne pourra jamais subsister sans aide. Encore plus inimaginable le fait que dans les rapports de force, l'Afrique se retrouve en position de force. Ce temps n'est pas encore arrivé, mais à observer le Nigéria et l'Afrique du sud il ne saurait tarder. Les deux grandes puissances subsahariennes qui sont appréciées par rapport à leur PIB, compte tenu de leurs histoires et contextes différents n'ont d'autre choix que d'adopter des stratégies de croissance résolument différentes.

D'un côté, l'Afrique du sud que les colons européens n'auront jamais quitté. Tandis que la plupart des pays colonisés prenaient leur indépendance dès les années 60, ces descendants d'Europe auront gouverné le pays 30 années de plus selon le modèle occidental. Ces 30 années de plus ont été cruciales pour consolider le développement de l'Afrique du sud, puis disséminer ses bases dans les diverses régions d'Afrique, la rendant prête à répondre aux nouveaux besoins qui surviendront progressivement tandis que les pays y entament seulement leur développement. Quand bien même l'Afrique du sud doit elle aussi sortir une grande partie de sa population de la pauvreté, lorsque ça sera enfin le cas, sa population actuellement de 4 fois inférieure et prévue d'être de 6 fois inférieure à celle du Nigéria en 2050 ne suffira pas à absorber son potentiel économique. Chercher sa croissance à l'extérieur et plus particulièrement dans les pays en développement pour anticiper les marchés est une démarche que seule l'Afrique du sud pouvait oser ayant les moyens, de meilleures connexions et une meilleure connaissance de l'Afrique subsaharienne que les puissances extérieures au continent.

D'un autre côté, le Nigéria qui tire son niveau de PIB de la densité de sa population, laquelle d'après les projections continuera de s'accroître au point de dépasser à lui seul dès 2050, la population des Etats-Unis<sup>97</sup> ou de l'Union européenne<sup>98</sup>. Si le pays parvient dans une bonne synchronicité à sortir de la pauvreté tout en opérant un développement diversifié qui répondrait aux nouveaux besoins de sa population, alors son avenir économique sera assuré. En attendant, contrairement à l'Afrique du sud, le Nigéria ne s'exporte pas hors pétrole et gaz. Ses investissements directs à l'étranger sont quasi inexistantes. Malgré cela, le pays a gagné en visibilité à travers le monde par sa créativité artistique et de loisir (musique, Nollywood, mode...). La mission principale que le pays se fixe désormais est de diversifier son économie et de sortir sa population de la pauvreté. Sa position récente de première puissance africaine par le PIB lui a donné de l'assurance pour le mettre en œuvre. La densité de sa population pourrait permettre au Nigéria de devenir le futur atelier du monde. Mais pour accélérer la demande étrangère, le pays devra continuer d'améliorer ses indicateurs de Doing business. Dans cette perspective de globalisation le projet de remplacement du franc CFA par l'Eco est capital.

Le Maroc se présente comme une force économique et militaire avec laquelle il faut compter tant le Royaume demeure offensif dans tous les secteurs afin de maintenir et d'étendre son influence au-delà de sa sphère régionale. Le Royaume dans sa nouvelle stratégie défie les puissances historiques même dans leur pré carré. Pour aboutir à cette influence le Royaume se donne les moyens pour y parvenir. Les leviers de diplomatie de l'influence, militaire, le soft power dans le domaine religieux culturels de l'éducation de la santé. Le Royaume ne lésine sur aucun moyen pour s'imposer devant les grandes puissances. Le Royaume s'industrialise et envoie des signaux forts à ses partenaires et adversaires. Le Maroc a une stratégie très offensive à tous les niveaux. Le Royaume compte depuis 2005 près de 800 brevets annuels selon une note selon l'Institut Marocain de l'Information Scientifique et technique.

Le Rwanda, petit pays des Grands Lacs compense sa taille par son intelligence stratégique, en employant sa force militaire à des fins d'influence et le leadership de son président Paul KAGAME avec son projet « Smart Africa » qui a fédéré la quasi-totalité des pays africains. Ce projet fait du Rwanda une technopole qui s'en sert pour développer des services innovants et également de levier d'encerclement cognitif de ses grands voisins et d'autres pays africains, d'autant que le financement de projet dans ce cadre doit avoir l'accord de Kigali. Pour mémoire, notons que le rapport Doing Business 2010 de la Banque mondiale a accordé au Rwanda la première place de son classement des pays les plus réformateurs, ce qui constitue une première pour un pays d'Afrique subsaharienne. Le Rwanda travaille avec persévérance à se positionner vis-à-vis de l'investissement direct étranger comme un pays sûr de la sous-région et du continent.

A une époque où chacun esquisse les contours d'une Afrique subsaharienne résiliente qui pense son devenir à l'aune d'une souveraineté économique réelle ; les grilles de lecture pour comprendre les guerres économiques se jouant dans les pays francophones et anglophones étudiés ici, se rejoignent sur quelques points saillants.

Comme l'a indiqué le G20 en avril 2020, tous les créanciers publics bilatéraux dont font partie entre autres la France, les États-Unis, la Chine et la Russie ont suspendu la dette des états concernés. En fin d'année 2020, la prolongation ou l'extinction de celle-ci sera réexaminée. Un « cirque » géopolitique qui passe au-dessus des têtes des opinions publiques locales au sein de sociétés civiles qui, même à l'état embryonnaire, n'entendent plus se contenter des diagnostics et des solutions venus d'ailleurs.

Le soft power « made in Africa », véhiculé par certaines puissances anglophones, fait écho dans certains pays francophones comme le Sénégal ou la Côte d'Ivoire. Il apparaît comme un élément de réponse pour penser le monde qui vient en Afrique et au-delà. À l'heure où le Ghana assemble des voitures pendant que d'autres importent des véhicules du monde entier, à l'heure où le Nigeria inonde aussi ses voisins de ses productions cinématographiques et musicales, à l'heure où le président français lance... à Lagos (en 2018) la Saison des cultures africaines, qui aurait dû se tenir cette année en France si les conditions sanitaires s'y prêtaient, et inaugure le nouveau siège de l'Alliance française de Lagos ; force est de constater que le panafricanisme culturel a définitivement des locomotives et que celles-ci sont d'abord anglophones.

C'est bien ce qu'a compris la Chine qui lisse légèrement son hard power, financiarisation de l'économie africaine contre un accès privilégié au marché et « études de marché » pour créer demain d'autres bases militaires à l'instar de celle de Djibouti au profit d'un soft power plus digest. Comme le relate l'agence de communication parisienne 35° Nord qui s'appuie sur une étude Opinionway-Deloitte, en Afrique subsaharienne, sur les réseaux sociaux, le plan d'aide international pour l'Afrique au plus fort de la circulation mondiale du COVID-19 initié par Jack Ma, le fondateur du site d'e-commerce Alibaba, a été abondamment commenté et alimenté en Chine et par les internautes africains.

Avec #OneWorldOneFight, le milliardaire chinois et sa fondation se placent au cœur de la solidarité sud-sud contre la pandémie. Néanmoins comme le souligne l'Agence 35° Nord, « les initiatives chinoises suscitent également de la méfiance de la part des internautes, considérant que ces aides ne sont pas désintéressées dans un contexte de lutte d'influence des grandes puissances sur le continent. »

De manière générale, le débat des internautes africains est à la fois passionné et nuancé autour du rôle de la Chine en Afrique, se mobilisant autour de hashtags comme #ChinalsNotOurProblem ou #ChinaAfricalmpact. De nombreuses thématiques sont ainsi abordées comme l'impact des projets d'infrastructures, l'influence économique, le rôle de la corruption ou encore les dégâts environnementaux. Pour ces internautes, les États et les institutions doivent affirmer leur souveraineté et indépendance pour faire face à ces différents enjeux. ». *À l'exception de Jack Ma et sa fondation qui ont joué à merveille un storytelling bien dosé dans cette crise, les entreprises chinoises sont encore peu actives sur les réseaux sociaux, ne se donnant pas les moyens de participer au débat public africain. Raison de plus pour prendre le pouls des média virtuels qui, au demeurant ne sont ni dupes ni complaisants sur les discriminations parfois violentes que subissent les communautés africaines en Chine.*

Quant à savoir quelle est la puissance qui grâce à son soft power s'en sort le mieux en Afrique, la championne est sans conteste encore la France, que ce soit en Afrique subsaharienne francophone comme anglophone. Pas forcément en termes d'impact économique que cette influence génère ! Même si les chiffres sont éloquentes avec plus de 70 entreprises françaises actuellement installées au Ghana, dont une soixantaine de filiales de groupes établis en France et une quinzaine d'entreprises individuelles de droit local détenues par des Français selon la CCI France International et le Nigeria qui renforce son rang de premier partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne avec 22,6 % des flux, contre 19 % en 2017. Malgré une ossature sur laquelle se sont greffés des concurrents tels que la Chine, la Turquie, l'Inde notamment, l'appétence pour le made in France et l'art de vivre à la Française restent une constante que peu de pays étrangers ont réussi à bousculer. Selon une étude publiée à Londres par Euromonitor International, le Nigeria était le deuxième marché le plus dynamique dans le monde du champagne entre 2006 et 2011. La consommation totale y a atteint 752 879 bouteilles (75 cl) en 2011 (plus élevé qu'en Russie ou au Mexique), et placé le Nigeria parmi les 20 premiers marchés du champagne dans le monde. Et cette tendance n'a fait que croître.

Au Ghana, au Nigeria ou en Afrique du Sud, le français y est enseigné, valorisé comme un art de vivre. Paris est « so romantic » pour toute une classe moyenne qui rêve d'y séjourner pour cet art de vivre incomparable. Ce que soulignait en juillet 2019, le président ghanéen en déplacement à Paris lors de la réunion première du genre des "diasporas africaines de France"

qui se tenait à l'Élysée. Un soft power qui sait se faire entretenir à Paris aussi. Si la France doit être connue et « aimée » en Afrique subsaharienne, la réciprocité est de bon aloi surtout quand elle se donne les moyens de le faire savoir.

En 2002, lors d'un colloque au Sénat sur l'importance de la connaissance culturelle de l'Afrique, le président français Jacques Chirac avait envoyé un vibrant message aux participants pour expliquer son souhait de créer à Paris, le musée du Quai Branly. *« Longtemps méconnu, rappelait-il, l'art africain a au cours du XXe siècle, peu à peu acquis une place capitale dans les collections des grands musées à travers le monde. Par son esthétique singulière, par la fascination qu'il a exercée sur un grand nombre d'artistes occidentaux, des fauves aux cubistes, d'Apollinaire à Malraux, il a durablement influencé les grands courants artistiques modernes et suscité un regard nouveau. Sorti des limites où l'ont dans un premier temps confiné l'ethnologie et l'anthropologie, c'est un art désormais reconnu comme tel, qui porte témoignage de civilisations anciennes, qui marque aussi notre temps comme la statuaire grecque ou les maîtres primitifs italiens ont, jadis, permis l'épanouissement de l'art classique européen. C'est pourquoi j'ai souhaité que le Musée du Louvre accueille en son sein des salles consacrées, entre autres, à l'art africain. C'est pourquoi j'ai souhaité que la France bâtit enfin, au quai Branly, le grand musée qui lui faisait tant défaut et dont les arts d'Afrique constitueront le cœur. Dans un monde complexe et chaotique où le dialogue des cultures s'impose, où la mondialisation offre de nouvelles perspectives de développement, mais induit aussi de nouvelles menaces, l'Afrique doit prendre toute sa place dans le combat pour la diversité culturelle. Pour cela, il est indispensable qu'elle se dote des instruments nécessaires pour conserver son patrimoine culturel, le mettre en valeur et le protéger des convoitises. En ce qu'ils sont dépositaires d'une parcelle de l'âme des peuples, les biens culturels ne sauraient être réduits à l'état de simples marchandises. Ils doivent être préservés des dérives mercantiles. C'est tout le sens de l'engagement de la France en faveur de la diversité culturelle. C'est le sens, aussi, du colloque consacré à la protection des biens culturels africains qui vous réunit aujourd'hui. Je forme le vœu chaleureux que ses travaux soient féconds et permettent d'élaborer un plan d'action concret en faveur du patrimoine africain. »*

Des paroles qui, en 2020, n'ont pas pris une ride et résonnent encore dans les beaux esprits que l'on peut côtoyer dans les nombreuses écoles françaises et centres culturels en Afrique subsaharienne, que Paris sait remettre au goût du jour si nécessaire à Dakar, Abidjan, Accra, Abuja, Johannesburg quand, sur le fil du rasoir, cela permet de signer quelques bonnes affaires.

Si la Chine ne peut gagner les cœurs durablement en Afrique, la France tient la corde pour conserver définitivement, avec des hauts et des bas, les sentiments les meilleurs quand elle sait s'y prendre. Alors fraîchement élu, lors de son déplacement présidentiel en Afrique subsaharienne en 2017, le président Emmanuel Macron avait eu cette formule à l'université de Ouagadougou au Burkina Faso : *« Ces barrières entre une Afrique francophone ou une Afrique anglophone, entre une Afrique du Nord et une Afrique subsaharienne, entre une Afrique francophone et lusophone aussi, toutes ces barrières-là sont artificielles, elles ne viennent que plaquer en quelque sorte un passé qui doit passer, des représentations qui ont été, des constructions qui doivent évoluer. Je parlerais donc ici devant vous de l'Afrique comme d'un continent pluriel, multiple, fort, et comme d'un continent où se joue une partie de notre avenir commun. »*

Il restera de ce temps fort pour la présidence française en terre africaine, la formule abondamment commentée, comme quoi la France n'avait plus de politique africaine. En écho, le président du Ghana qui le recevait dans les jours suivants, campa quelques évidences pour un développement endogène bien compris en déclarant : *« On devrait être maintenant capable de financer nos besoins basiques nous-mêmes. Et si nous devons considérer les prochaines 60 années comme une période de transition, une transition à partir de laquelle on pourra se tenir debout nous-mêmes, notre préoccupation ne devrait pas être ce que le contribuable français décide de faire pour nous, quelle que soit la simplicité qu'ils ont en France, ils sont les bienvenus, on apprécie les interventions du contribuable français à travers les actions que leur gouvernement fait à notre endroit. On ne va pas cracher sur une aide. Mais ce continent, avec tout ce qui arrive est toujours le réservoir d'au moins 30 % des plus importants minéraux du monde. C'est le continent des vastes terres fertiles. Ce continent a la plus jeune population de tous les continents au monde. Donc il y a une énergie nécessaire, il y a le dynamisme, on l'a déjà constaté. »* Et désormais, des volontés et des volontaires sur tous les versants du Continent.

## NOTES

---

<sup>1</sup> Site African Shapers

<https://africanshapers.com/>

<sup>2</sup> Jeune Afrique – Doing business 2012

[https://www.jeuneafrique.com/31685/economie/doing-business-2012-le-maroc-l-honneur/#\\_blank](https://www.jeuneafrique.com/31685/economie/doing-business-2012-le-maroc-l-honneur/#_blank)

<sup>3</sup> Le Monde – Donald Trump limoge John Bolton, son conseiller à la sécurité nationale

[https://www.lemonde.fr/international/article/2019/09/10/donald-trump-limoge-john-bolton-son-conseiller-a-la-securite-nationale\\_5508760\\_3210.html#\\_blank](https://www.lemonde.fr/international/article/2019/09/10/donald-trump-limoge-john-bolton-son-conseiller-a-la-securite-nationale_5508760_3210.html#_blank)

<sup>4</sup> Le Point – Coopération avec l’Afrique : Trump serre la vis

[https://www.lepoint.fr/economie/cooperation-avec-l-afrique-l-administration-trump-serre-la-vis-14-12-2018-2279258\\_28.php#\\_blank](https://www.lepoint.fr/economie/cooperation-avec-l-afrique-l-administration-trump-serre-la-vis-14-12-2018-2279258_28.php#_blank)

<sup>5</sup> France Info – Washington envisage de retirer ses troupes d’Afrique de l’ouest

[https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/washington-envisage-de-retirer-ses-troupes-d-afrique-de-l-ouest\\_3760027.html#\\_blank](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/societe-africaine/washington-envisage-de-retirer-ses-troupes-d-afrique-de-l-ouest_3760027.html#_blank)

<sup>6</sup> La Tribune Afrique – Climat des affaires : ces 22 pays qui rehaussent le business en Afrique

[https://afrique.latribune.fr/economie/2019-10-24/climat-des-affaires-ces-22-pays-qui-rehaussent-le-business-en-afrique-831500.html#\\_blank](https://afrique.latribune.fr/economie/2019-10-24/climat-des-affaires-ces-22-pays-qui-rehaussent-le-business-en-afrique-831500.html#_blank)

<sup>7</sup> Wikipedia – Côte d’Ivoire

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Côte\\_d'Ivoire](https://fr.wikipedia.org/wiki/Côte_d'Ivoire)

<sup>8</sup> Wikipedia - Gabon

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Gabon>

<sup>9</sup> Site de l’agence Ecofin

<http://www.agenceecofin.com/>

<sup>10</sup> Wikipedia – Afrique subsaharienne

[https://fr.wikipedia.org/wiki/Afrique\\_subaharienne](https://fr.wikipedia.org/wiki/Afrique_subaharienne)

<sup>11</sup> Le Monde – La France en Afrique : un partenaire de moins en moins particulier

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/06/la-france-en-afrique-un-partenaire-d-affaires-de-moins-en-moins-particulier\\_6028642\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/02/06/la-france-en-afrique-un-partenaire-d-affaires-de-moins-en-moins-particulier_6028642_3212.html)

<sup>12</sup> Le Point – Le Royaume-Uni fait son come-back sur le continent

[https://www.lepoint.fr/afrique/le-royaume-uni-fait-son-come-back-sur-le-continent-21-01-2020-2358818\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/le-royaume-uni-fait-son-come-back-sur-le-continent-21-01-2020-2358818_3826.php)

<sup>13</sup> 7info.ci – Côte d’Ivoire – France, une relation vieille mais encore scintillante pour l’avenir

<https://www.7info.ci/cote-divoire-france-une-relation-vieille-mais-encore-scintillante-pour-lavenir/>

<sup>14</sup> Sénégal Export

<https://www.senegal-export.com/profil-economique.html>

<sup>15</sup> Jeune Afrique – Russie-Afrique : Centrafrique, le pays des Soviets ?

<https://www.jeuneafrique.com/mag/814887/politique/russie-afrique-centrafrique-bienvenue-au-pays-des-soviets/>

---

<sup>16</sup> Revue Conflits - La stratégie de communication russe en Centrafrique. Communiquer pour masquer ses faiblesses

<https://www.revueconflits.com/centrafrique-russie-france-florent-hivert-communication-influence/>

<sup>17</sup> Corbeau News Centrafrique - Centrafrique : l'état-major des FACA annonce le recrutement prochain des nouveaux militaires

<https://corbeaunews-centrafrique.com/centrafrique-letat-major-des-faca-annonce-le-recrutement-prochain-des-nouveaux-militaires/>

<sup>18</sup> Le Point - Centrafrique : comment la Russie travaille patiemment à supplanter la France

[https://www.lepoint.fr/afrique/centrafrique-comment-la-russie-travaille-patiemment-a-supplanter-la-france-15-12-2018-2279472\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/centrafrique-comment-la-russie-travaille-patiemment-a-supplanter-la-france-15-12-2018-2279472_3826.php)

<sup>19</sup> The World Fact Book – Nigeria

<https://www.cia.gov/library/publications/resources/the-world-factbook/geos/ni.html>

<sup>20</sup> Wikipedia - Etats du Nigéria [https://en.wikipedia.org/wiki/States\\_of\\_Nigeria](https://en.wikipedia.org/wiki/States_of_Nigeria)

<sup>21</sup> Le Monde – Qu'est-ce que le Commonwealth

[https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/04/20/qu-est-ce-que-le-commonwealth\\_5288362\\_4355770.html](https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2018/04/20/qu-est-ce-que-le-commonwealth_5288362_4355770.html)

<sup>22</sup> Nigerians Facts - How Many Ethnic Groups are in Nigeria

<https://nigerianfacts.com/how-many-ethnic-groups-are-in-nigeria/>

<sup>23</sup> Perspective monde – Nigéria

<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMHistoriquePays?codePays=NGA&langue=fr>

<sup>24</sup> Trading Economics – Production de pétrole brut

<https://fr.tradingeconomics.com/country-list/crude-oil-production?continent=africa>

<sup>25</sup> Wikipedia – List of African countries by GDP (nominal)

[https://en.wikipedia.org/wiki/List\\_of\\_African\\_countries\\_by\\_GDP\\_\(nominal\)](https://en.wikipedia.org/wiki/List_of_African_countries_by_GDP_(nominal))

<sup>26</sup> World Poverty map

<https://worldpoverty.io/map>

<sup>27</sup> Dr. Economics - La maladie hollandaise

<http://dr-economics.com/2018/03/19/la-maladie-hollandaise/>

<sup>28</sup> Le Monde – le Nigéria paie très cher son addiction au pétrole

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/01/le-nigeria-paie-tres-cher-son-addiction-au-petrole\\_6038391\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2020/05/01/le-nigeria-paie-tres-cher-son-addiction-au-petrole_6038391_3212.html)

<sup>29</sup> OpenDataforAfrica.org – Nigeria Data Portal

<https://nigeria.opendataforafrica.org/>

<sup>30</sup> Banque Mondiale by Google

[https://www.google.fr/publicdata/explore?ds=d5bncppjof8f9\\_&met\\_y=sp\\_pop\\_totl&idim=country:NGA:EGY&hl=fr&dl=fr#!ctype=l&strail=false&bcs=d&nselm=h&met\\_y=sp\\_pop\\_totl&scale\\_y=lin&ind\\_y=false&rdim=world&idim=country:NGA:FRA&ifdim=world&hl=fr&dl=fr&ind=false](https://www.google.fr/publicdata/explore?ds=d5bncppjof8f9_&met_y=sp_pop_totl&idim=country:NGA:EGY&hl=fr&dl=fr#!ctype=l&strail=false&bcs=d&nselm=h&met_y=sp_pop_totl&scale_y=lin&ind_y=false&rdim=world&idim=country:NGA:FRA&ifdim=world&hl=fr&dl=fr&ind=false)

---

<sup>31</sup> Fondation pour la recherche stratégique - Peuls et djihadisme dans les pays du Sahel et de l'Afrique de l'ouest

<https://www.frstrategie.org/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/peuls-djihadisme-dans-pays-sahel-dafrique-louest-2019>

<sup>32</sup> L'Expresse – Conflits ethniques et fonciers, principales causes des violences au Nigéria

[https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/conflits-ethniques-et-fonciers-principales-causes-des-violences-au-nigeria\\_853989.html](https://www.lexpress.fr/actualite/monde/afrique/conflits-ethniques-et-fonciers-principales-causes-des-violences-au-nigeria_853989.html)

<sup>33</sup> CrisisGroupe.org – Stopping Nigeria's Spiralling Farmer-Herder Violence

<https://www.crisisgroup.org/afrika/west-afrika/nigeria/262-stopping-nigerias-spiralling-farmer-herder-violence>

<sup>34</sup> Global Financial Integrity - \$854 Billion removed from Africa by Illicit Financial Flows from 1970 to 2008

<https://gfin integrity.org/press-release/854-billion-removed-africa-illicit-financial-flows-1970-2008/>

<sup>35</sup> Le Figaro – La guerre du Biafra en cinq dates

<https://www.lefigaro.fr/histoire/2017/05/29/26001-20170529ARTFIG00243-la-guerre-du-biafra-en-cinq-dates.php>

<sup>36</sup> Perspective monde - Hausse des pirateries maritimes au Nigéria

<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMAnalyse?codeAnalyse=2433>

<sup>37</sup> RFI – Le Nigéria veut s'ouvrir aux investissements américains

<http://www.rfi.fr/fr/emission/20180502-nigeria-veut-s-ouvrir-investissements-americains>

<sup>38</sup> La Croix - Le Nigéria impose un meilleur partage des revenus pétroliers

<https://www.la-croix.com/Economie/Le-Nigeria-impose-meilleur-partage-revenus-petroliers-2019-11-10-1301059581>

<sup>39</sup> Office des Nations Unies contre les Drogues et le Crime - L'ONUDC soutient le Nigéria dans le lancement du rapport sur le deuxième sondage sur la corruption au Nigéria

<https://www.unodc.org/unodc/fr/frontpage/2019/December/unodc-supports-nigeria-in-launching-report-on-the-second-survey-on-corruption-in-nigeria.html>

<sup>40</sup> Le Monde – Le Nigéria confirme l'arrestation de l'ex-ministre du pétrole à Londres

[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/10/05/le-nigeria-confirme-l-arrestation-de-l-ex-ministre-du-petrole-a-londres\\_4782907\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2015/10/05/le-nigeria-confirme-l-arrestation-de-l-ex-ministre-du-petrole-a-londres_4782907_3212.html)

<sup>41</sup> Voa News – « Kleptocracy tour » Spotlights Nigerian Corrupt Money Funneled Through Britain

<https://www.voanews.com/europe/kleptocracy-tour-spotlights-nigerian-corrupt-money-funneled-through-britain>

<sup>42</sup> The United States Department of Justice – Department of Justice Seeks to Recover Over \$100 Million Obtained From Corruption in the Nigerian Oil Industry

<https://www.justice.gov/opa/pr/departement-justice-seeks-recover-over-100-million-obtained-corruption-nigerian-oil-industry>

<sup>43</sup> France Culture – Le Nigéria à la chasse aux milliards du pétrole

<https://www.franceculture.fr/emissions/le-billet-economique/le-nigeria-la-chasse-au-milliards-du-petrole>

<sup>44</sup> La Tribune Afrique – Pétrole : 16 milliards de dollars perdus par le Nigéria au profit des compagnies

<https://afrique.latribune.fr/afrique-de-l-ouest/nigeria/2019-03-05/petrole-16-milliards-de-dollars-perdues-par-le-nigeria-au-profit-des-compagnies-809452.html>

<sup>45</sup> Ressources Magazine – Nigéria : le président Buhari signe la nouvelle loi sur le pétrole, plus dure à l'encontre des majors

---

<https://ressources-magazine.com/actus/nigeria-le-president-buhari-signe-la-nouvelle-loi-sur-le-petrole-plus-dure-a-lencontre-des-majors/>

<sup>46</sup> Reuters – Billionaire’s huge Nigerian oil refinery likely delayed until 2022: sources  
<https://www.reuters.com/article/us-nigeria-dangote-refinery/billionaires-huge-nigerian-oil-refinery-likely-delayed-until-2022-sources-idUSKBN1KVOWA>

<sup>47</sup> Central Bank of Nigeria – Annual Report 2017  
[https://www.cbn.gov.ng/Out/2018/RSD/CBN%202017%20ANNUAL%20REPORT\\_WEB.pdf](https://www.cbn.gov.ng/Out/2018/RSD/CBN%202017%20ANNUAL%20REPORT_WEB.pdf)

<sup>48</sup> Le Figaro - Le Nigéria compte sur la France pour échapper à la dépendance au pétrole  
<https://www.lefigaro.fr/conjoncture/2015/09/15/20002-20150915ARTFIG00362-le-nigeria-compte-sur-la-france-pour-echapper-a-sa-dependance-au-petrole.php>

<sup>49</sup> RFI – Le Nigéria veut s’ouvrir aux investissements américains  
<http://www.rfi.fr/fr/emission/20180502-nigeria-veut-s-ouvrir-investissements-americains>

<sup>50</sup> The Guardian – Agriculture key to poverty reduction in Nigeria, Buhari insists  
<https://guardian.ng/news/agriculture-key-to-poverty-reduction-in-nigeria-buhari-insists/>

<sup>51</sup> France Info - Le Nigéria interdit les importations de produits alimentaires  
[https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/nigeria/le-nigeria-interdit-les-importations-de-produits-alimentaires\\_3576659.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/nigeria/le-nigeria-interdit-les-importations-de-produits-alimentaires_3576659.html)

<sup>52</sup> Nairametrics – Dangote set to invest more in agriculture  
<https://nairametrics.com/2019/12/11/dangote-set-to-invest-more-in-agriculture/>

<sup>53</sup> Agence Ecofin – Bénin-Nigéria : Muhammadu Buhari donne les raisons de la fermeture de la frontière entre les deux pays  
<https://www.agenceecofin.com/politique/2908-68777-benin-nigeria-muhammadu-buhari-donne-les-raisons-de-la-fermeture-de-la-frontiere-entre-les-deux-pays>

<sup>54</sup> Banque mondiale – Bénin : Contexte  
<https://www.banquemondiale.org/fr/country/benin/overview>

<sup>55</sup> La Tribune Afrique – Nigéria : les restrictions à l’import inquiètent les pays voisins  
<https://afrique.latribune.fr/afrique-de-l-ouest/nigeria/2016-12-08/nigeria-les-restrictions-a-l-import-inquietent-les-pays-voisins.html>

<sup>56</sup> Jeune Afrique – Zlec : lancement « historique » de la Zone de libre-échange continentale  
<https://www.jeuneafrique.com/800230/economie/zlec-lancement-historique-de-la-zone-de-libre-echange/>

<sup>57</sup> PM News – Nigeria has potential to feed Africa’s 1.2bn people – Ecobank  
<https://www.pmnewsnigeria.com/2020/02/13/nigeria-has-potential-to-feed-africas-1-2bn-people-ecobank/>

<sup>58</sup> Le Figaro – Nigéria : les revenus pétroliers ont chuté de 80%  
<https://www.lefigaro.fr/flash-eco/nigeria-les-revenus-petroliers-ont-chute-de-80-20200505>

<sup>59</sup> Courrier international – L’Ethiopie est devenue la nouvelle usine de la Chine  
<https://www.courrierinternational.com/article/economie-lethiopie-est-devenue-la-nouvelle-usine-de-la-chine>

<sup>60</sup> Le Monde – Les nouvelles « cyberarnaques » africaines  
[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/03/09/les-nouvelles-cyber-arnaques-africaines\\_5092106\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/03/09/les-nouvelles-cyber-arnaques-africaines_5092106_3212.html)

<sup>61</sup> Techcity – 12 startups graduate at the first Google StartUp Week, Lagos  
<https://www.techcityng.com/12-startups-graduate-at-the-first-google-startup-week-lagos/>

---

<sup>62</sup> RFI – Nigéria : la téléphonie mobile bat des records

<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20170925-nigeria-telephonie-mobile-bat-records>

<sup>63</sup> La Tribune Afrique – 400 millions de nigériens en 2050 : l'US Census se penche sur la démographie du Nigéria

<https://afrique.latribune.fr/afrique-de-l-ouest/nigeria/2019-04-18/400-millions-de-nigeriens-en-2050-l-us-census-se-penche-sur-la-demographie-du-nigeria-814573.html>

<sup>64</sup> RFI – Fin du franc CFA : une nouvelle monnaie à petits pas

<http://www.rfi.fr/fr/afrique/20200520-fin-franc-cfa-le-projet-loi-adopt%C3%A9-le-gouvernement-fran%C3%A7ais>

<sup>65</sup> France Info – Nollywood, le cinéma nigérian à la conquête du monde

[https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/nigeria/nollywood-le-cinema-nigerian-a-la-conquete-du-monde\\_3071949.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/nigeria/nollywood-le-cinema-nigerian-a-la-conquete-du-monde_3071949.html)

<sup>66</sup> Slate Afrique – La politique nigériane, ce « grand théâtre » qui inspire les réalisateurs de Nollywood

<http://www.slateafrique.com/938649/la-politique-nigeriane-ce-grand-theatre-qui-inspire-les-realisateurs-de-nollywood>

<sup>67</sup> Science Advances – Motivating the adoption of new community-minded behaviors: An empirical test in Nigeria

<https://static1.squarespace.com/static/5c8083469b8fe8399a2b1670/t/5c894609a4222fa58845746e/1552500237598/eaau5175.full.pdf>

<sup>68</sup> ICTworks – Nollywood : A Secret Weapon for African Social and Behavior Change

<https://www.ictworks.org/nollywood-african-social-behavior-change/#.XtPG31Uzapo>

<sup>69</sup> African Renaissance – Nigerian video-films and diasporic communities

[https://www.academia.edu/41894744/Language\\_and\\_identity\\_Nigerian\\_video\\_films\\_and\\_diasporic\\_communities](https://www.academia.edu/41894744/Language_and_identity_Nigerian_video_films_and_diasporic_communities)

<sup>70</sup> Capital – Le cinéma nigérian commence à séduire les investisseurs étrangers

<https://www.capital.fr/lifestyle/le-cinema-nigerian-commence-a-seduire-les-investisseurs-etrangers-1343948>

<sup>71</sup> Le Point – les Oscars se prennent les pieds dans « Lionheart »

[https://www.lepoint.fr/afrique/cinema-les-oscars-se-prennent-le-pied-dans-lionheart-07-11-2019-2345949\\_3826.php](https://www.lepoint.fr/afrique/cinema-les-oscars-se-prennent-le-pied-dans-lionheart-07-11-2019-2345949_3826.php)

<sup>72</sup> BBC – Nigeria vs South Africa : The battle for African supremacy

<https://www.bbc.com/news/world-africa-35763121>

<sup>73</sup> Le Point – Le Nigéria vainc l'Afrique du Sud par K.-O.

[https://www.lepoint.fr/economie/economie-le-nigeria-vainc-l-afrique-du-sud-par-k-o-11-03-2014-1857418\\_28.php](https://www.lepoint.fr/economie/economie-le-nigeria-vainc-l-afrique-du-sud-par-k-o-11-03-2014-1857418_28.php)

<sup>74</sup> site du Nigeria – South Africa Chamber of Commerce

<http://nsacc.org.ng/>

<sup>75</sup> World poverty map

<https://worldpoverty.io/map>

<sup>76</sup> PwC – The Long View – How will the global economic order change by 2050 ?

<https://www.pwc.com/gx/en/world-2050/assets/pwc-the-world-in-2050-full-report-feb-2017.pdf>

<sup>77</sup> Magazine de l'Afrique – Les banques sud-africaines culminent

<https://magazinedelafrique.com/african-banker/activites-bancaires/les-banques-sud-africaines-culminent/>

- 
- <sup>78</sup> African Business Magazine – Top 250 Companies  
[https://africanbusinessmagazine.com/wp-content/uploads/2020/05/AB\\_0520\\_Top-250-Companies\\_compressed.pdf](https://africanbusinessmagazine.com/wp-content/uploads/2020/05/AB_0520_Top-250-Companies_compressed.pdf)
- <sup>79</sup> Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement (CNUCED)  
[https://unctad.org/sections/dite\\_dir/docs/wir2020/wir20\\_fs\\_za\\_en.pdf](https://unctad.org/sections/dite_dir/docs/wir2020/wir20_fs_za_en.pdf)
- <sup>80</sup> South African Reserve Bank – Economic and Financial Data for SA  
<https://www.resbank.co.za/webindicators/EconFinDataForSA.aspx#endPage>
- <sup>81</sup> L’Obs – Afrique du Sud : la répartition des terres agricoles ravive les tensions communautaires  
<https://www.nouvelobs.com/monde/afrique/20180825.OBS1308/afrique-du-sud-la-repartition-des-terres-agricoles-ravive-les-tensions-communautaires.html>
- <sup>82</sup> Antoine Bouillon – Immigration et immigrés en Afrique du Sud
- <sup>83</sup> ONU Sida – Afrique du Sud  
<https://www.unaids.org/fr/regionscountries/countries/southafrica>
- <sup>84</sup> Le Figaro – Violences en Afrique du Sud : le Nigéria boycotte le Forum économique mondial du Cap  
<https://www.lefigaro.fr/flash-actu/violences-en-afrique-du-sud-le-nigeria-boycotte-le-forum-economique-mondial-du-cap-20190904>
- <sup>85</sup> Le Monde – Violences xénophobes : au moins dix morts en Afrique du Sud, tensions avec le Nigéria  
[https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/05/violences-xenophobes-l-afrique-du-sud-ferme-son-ambassade-au-nigeria-par-crainte-de-represailles\\_5506831\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2019/09/05/violences-xenophobes-l-afrique-du-sud-ferme-son-ambassade-au-nigeria-par-crainte-de-represailles_5506831_3212.html)
- <sup>86</sup> SABC News – Pres. Ramaphosa sends Special Envoys to other African nations  
<https://www.sabcnews.com/sabcnews/pres-ramaphosa-sends-special-envoys-to-other-african-nations/>
- <sup>87</sup> Wikipedia - Kwame Nkrumah  
[https://fr.wikipedia.org/wiki/Kwame\\_Nkrumah](https://fr.wikipedia.org/wiki/Kwame_Nkrumah)
- <sup>88</sup> Wikipedia - Guinée  
<https://fr.wikipedia.org/wiki/Guinée>
- <sup>89</sup> Wikipedia – Mali  
<https://fr.wikipedia.org/wiki/Mali>
- <sup>90</sup> Observatoire Boutros-Ghali – Les opérations de paix au Maroc : un axe majeur de la politique extérieure du pays  
[https://www.observatoire-boutros-ghali.org/sites/default/files/OBG\\_Maroc\\_OMP\\_0.pdf](https://www.observatoire-boutros-ghali.org/sites/default/files/OBG_Maroc_OMP_0.pdf)
- <sup>91</sup> Jeune Afrique – L’Afrique de l’Ouest, premier partenaire commercial du Maroc en Afrique subsaharienne  
<https://www.jeuneafrique.com/456450/economie/lafrique-de-louest-premier-partenaire-commercial-maroc-afrique-sub-saharienne/>
- <sup>92</sup> Office des changes du Maroc  
[http://www.oc.gov.ma/portal/sites/default/files/actualites/Etude\\_Echanges\\_AF\\_1.pdf](http://www.oc.gov.ma/portal/sites/default/files/actualites/Etude_Echanges_AF_1.pdf)
- <sup>93</sup> Banque mondiale – Rwanda  
<https://www.banquemondiale.org/fr/country/rwanda/overview>
- <sup>94</sup> Filip Reyntiens - La guerre des Grands Lacs. Alliances mouvantes et conflits extraterritoriaux en Afrique centrale - L’Harmattan, 1999, p. 170
- <sup>95</sup> Bernard Leloup – Le Rwanda et ses voisins – Activisme militaire et ambitions régionales

---

<https://www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2005-3-page-71.htm#>

<sup>96</sup> Le dico du commerce international – Indice du développement humain

<https://www.glossaire-international.com/pages/tous-les-termes/indice-de-developpement-humain-idh.html>

<sup>97</sup> Euronews – Le Royaume-Uni, le pays le plus peuplé d'Europe en 2100

<https://fr.euronews.com/2017/07/11/le-royaume-uni-le-pays-le-plus-peuple-d-europe-en-2100>

<sup>98</sup> Eurostat – The EU's population projected up to 2100

<https://ec.europa.eu/eurostat/web/products-eurostat-news/-/DDN-20190710-1>